

**1995-
2005
10 ans,**

ça suffit !



**Chirac ne doit
pas finir l'année !**

Dossier

**Défendons l'avortement, de
nouveaux droits pour les femmes**

p°2 - Tsunami : le chaos profite à certains

Tsunami

Une catastrophe, différentes interprétations

Une partie du discours que l'on voit dans les médias soutient que le tsunami était imprévisible, que c'est une catastrophe naturelle et que l'on n'y pourrait pas grand-chose, qu'il s'agirait juste de reconstruire maintenant. Qu'en est-il vraiment ?

Le tsunami est le résultat de processus naturels qui sont en cours depuis plusieurs millions d'années. Il y a eu un choc entre la plaque qui porte l'Inde, l'Australie et l'océan indien et un autre plaque, qui porte les îles de Sumatra et de la région (plaque continentale de Burma). Ce choc a été provoqué par le fait qu'une plaque est passée sous l'autre, sur une surface de 40000 m², par un déplacement de 15 à 20 mètres. Ce déplacement de terre a provoqué une onde dans la mer qui a mis en place des vagues allant jusqu'à trente mètres de haut sur les côtes. Cela a ravagé des régions entières, dans certains villages, les trois quarts de la population sont morts, les animaux et la végétation ont subi de graves dommages, les infrastructures sont détruites. Maintenant, à cause de l'humidité, de la malnutrition, du manque d'eau potable, des maladies peuvent se développer extrêmement vite dans la population. Pour l'instant, ce sont au moins 150000 personnes qui sont mortes.

Une catastrophe prévisible

On ne pouvait pas prévoir plusieurs jours à l'avance ce tsunami, mais il a été

annoncé plusieurs heures à l'avance par des centres de prévisions sismiques du Japon en particulier. Si cette information avait été transmise dans les pays touchés, cela aurait permis de sauver des dizaines de milliers de personnes. En effet, là où les habitants se sont éloignés des côtes, ils ont survécu. Il était aussi tout à fait possible de construire des bâtiments qui résistent mieux à ce genre de phénomène, comme cela se fait au Japon. Mais, pour tout cela, il fallait de l'argent, pour mettre en place des structures de prévision, d'information, pour construire en conséquence des catastrophes naturelles qui sont possibles dans la région.

Le problème, c'est que les pays touchés sont parmi les plus pauvres de la planète. Ils sont soumis depuis des années aux « plans d'ajustement structurels » du Fonds monétaire international (FMI), qui détruit leurs services publics, et les appauvrit. Ils sont saignés par la dette. Dans une bonne partie, les régimes en place sont des dictatures qui n'existent que grâce au soutien des grandes puissances, avec comme but d'empêcher les mobilisations des travailleurs, et pour mettre en place des paradis touristiques pour les riches occidentaux. Alors, évidemment, l'argent manque pour empêcher des catastrophes comme celle qui vient d'avoir lieu. Pour éviter ce genre de catastrophes, c'est clairement tout le système qu'il faut changer: c'est la course au fric, qui réduit à la misère des populations entières, qui est en cause.

Un traitement médiatique raciste

Dans une bonne partie des médias, ce sont les morts européens, voire français, qui sont au centre, pas les 150000 morts locaux. Un journal titrait même « une tragédie européenne ». Dans son éditorial du

4 janvier, Libération expliquait que l'aide humanitaire serait positive car elle permettrait de convaincre les musulmans que les valeurs humanitaires et de solidarité occidentale sont possibles à partager.

Manifestement, pour les médias français, les morts occidentaux et les morts asiatiques n'ont pas la même valeur...

Antoine, [Jussieu]

Le refrain de la reconstruction

Dès les premiers jours, il a été question d'aider les populations et de reconstruire les pays ravagés. Cela semble une bonne préoccupation mais, pour les grandes puissances, elle n'est pas sans arrière-pensée.

Ce sont les associations locales qui ont joué le rôle principal dans les premiers jours pour secourir les populations. Elles ont commencé bien avant l'aide internationale. Après quelques jours, une campagne a été menée dans tous les pays occidentaux pour réclamer de l'aide.

Une surenchère financière s'est mise en place: c'est au pays qui promettra la plus d'argent pour aider. Alors que ces mêmes pas refusent pour l'instant de consacrer 0,7% de leur produit intérieur brut à l'aide au développement. C'est un peu contradictoire. Mais le terme de « reconstruction », qui apparaît de plus en plus dans les médias et dans les bouches de ceux qui nous dirigent doit nous mettre la puce à l'oreille. C'est le même terme qui était employé pour l'Irak: qui allait reconstruire le pays? Les États-Unis ou l'Europe? Cette fois encore, nous avons le droit à une course entre les grandes puissances pour placer leurs pions.

Chaque pays essaye de placer ses grandes entreprises de bâtiment, de gestion de l'eau, ses ONG (Organisations non gouvernementales mais qui sont parfois peu éloignées des gouvernements...). C'est une bataille pour la domination de la région qui a commencé. Malgré l'unanimité de façade, les rapports entre les grandes puissances restent ceux de puissances qui se concurrencent pour la domination du monde. Les images révèlent d'ailleurs des « missions civiles » où les « civils » se déplacent dans des véhicules militaires, ont des rangiers et des treillis... Et Bush a tenté pendant quelques jours de coordonner « l'aide humanitaire » avec ses alliés principaux (Australie, Japon...), avant d'être obligé de reculer.

La dette

Les grandes puissances, dans cette surenchère pour se faire bien voir, afin de placer leurs entreprises (qui sont, étant donnée la situation économique, bien contentes d'avoir trouvé de nouveaux marchés), vont jusqu'à remettre en cause une partie de la dette des pays du Tiers-monde. Cette dette, qui a été payée par certains pays jusqu'à onze fois, empêche

en effet toute possibilité d'achat ou de nouveaux emprunts pour payer les entreprises pour qu'elles reconstruisent les pays. Finalement, les principales puissances (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Canada, Italie...) ont l'air de se mettre d'accord pour un moratoire sur la dette, c'est-à-dire une interruption momentanée de celle-ci. C'est-à-dire que l'on interrompt temporairement la dette pour que les pays puissent emprunter de nouveau, encore plus, aux grandes puissances et à leurs banques, ce qui permettra à celles-ci de dominer encore plus les pays touchés...

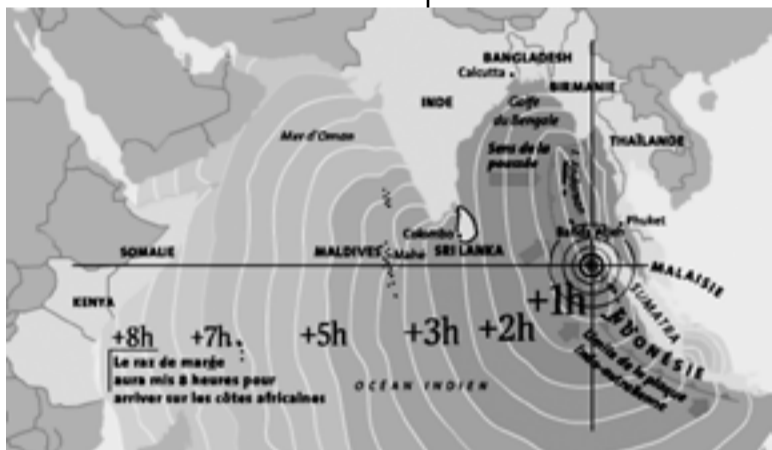
Quelle aide serait efficace ?

La dette a été payée plusieurs fois par chacun des pays, mais les intérêts dans le remboursement font que la dette est maintenant plus élevée qu'il y a trente ou quarante ans. Il suffirait d'annuler la dette pour que les pays touchés puissent utiliser leur argent pour aider les populations à survivre, et reconstruire leur pays. Il faudrait aussi que les grandes puissances arrêtent de soutenir des dictatures pour que les populations aient des régimes qui défendent leurs intérêts.

De façon immédiate, plutôt que d'envoyer des « missions civiles » ou, pire, des entreprises, qui ne connaissent pas la région et sont un instrument de domination, il faudrait donner de l'argent aux organisations locales, qui sont plus efficaces, qui gaspillent moins, et qui sont réellement en lien avec la population. Cela relancerait l'économie, la vie sociale de pays ravagés.

L'aide actuelle aura pour résultat essentiel d'accroître la dépendance à l'égard des grandes puissances.

Antoine, [Jussieu]



Cet été la Floride a été frappée par 4 ouragans et les morts se sont comptés en dizaines, ce qui est dramatique, mais très petit comparé aux 150000 morts d'Asie. Le 9 octobre dernier le Sénat étatsunien a approuvé une allocation de 11,9 milliards de dollars pour financer la reconstruction, soit 300 fois le montant alloué à l'Asie du Sud-Est...

La guerre en Irak coûte environ 250 millions de dollars par jour aux États-Unis. L'aide qu'ils ont accordé aux sinistrés d'Asie représente donc environ une journée et demie d'occupation de l'Irak...

General Electric, multinationale étatsunienne a offert un million de dollars. Rappelons que G. E. a déclaré en 2003 un bénéfice de 16 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'elle a donné un seizième millièmes de ses profits. Tout comme si l'un de nous, qui gagnerait douze mille euros par an (soit 1000 euros par mois), avait donné une aide de 75 centimes d'euro. Au passage, le salaire moyen des délégués administrateurs de G. E. est de 37 millions de dollars par an...

Le montant de la dette s'élève à 300 milliards de dollars pour le Sri Lanka, l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie, cinq des pays les plus touchés.

La solidarité avec les peuples passe pour nous par obtenir l'abolition de la dette de la part de ceux qui nous gouvernent. Le « club de Paris », qui réunit les plus grands créanciers du monde, se réunit le 12 janvier. Nous pouvons aussi développer des aides d'urgence auprès des organisations qui se battent là-bas pour défendre les droits des peuples, les organisations paysannes, etc. Quelques adresses :

- Nava Sama Samaja Party (section du Sri Lanka de la Quatrième Internationale): compte n° 0600 169 645, Bank of Ceylon 5th city branch
- Via Campesina : compte n° 3035 0022 4202 2005 5606, code IBAN : ES23 3035 0022 4202 2005, BIC/SWIFT code : CLPEES2M, banque: Caja Laboral, calle 8 de enero, Guernika, Pais Naco

Pour transmettre des aides par chèques, le mieux est de les adresser à la LCR, à l'ordre de la LCR, en indiquant derrière « Sri Lanka », à l'adresse: LCR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil



Non à la constitution européenne: une autre Europe est possible!

Un spectre hante l'Europe: le spectre du libéralisme! Autrement dit, une offensive patronale à vaste échelle... Une partie de la bourgeoisie ayant unifié ses intérêts à l'échelle européenne, celle-ci tente désormais, par le biais notamment de la constitution, de se doter d'un nouvel outil pour les protéger face à un salariat plus divisé sur le plan européen qu'aux différents échelons nationaux. Remise en cause des acquis sociaux, privatisations... pour assurer les profits; et armée, renseignements et législations sécuritaires communs... pour contrôler la populace! Il est plus difficile de faire pression sur ces institutions. Avec ce texte, la seule politique économique possible c'est le libéralisme. Si on veut modifier ce texte, il faudra le faire à l'unanimité des 25 pays!

Cette constitution divise l'ex gauche plurielle entre, les sociolibéraux qui lui sont favorables et les réformistes qui comprennent qu'avec elle, il n'y aura même plus de place pour un bout de politique sociale. La tâche des révolutionnaires c'est donc de pousser plus loin cette contradiction pour amorcer un mouvement de recomposition politique que l'on va tenter de tirer vers la gauche radicale, du côté des révolutionnaires. Pour ça, proposition partout à gauche, de cadre unitaire contre la constitution. Peut-être pourrions-nous en profiter pour jeter les jalons d'une force anticapitaliste large...

A Clermont, le collectif « Non à la constitution, une autre Europe est possible » relaye le combat dans la jeunesse tandis qu'un autre collectif regroupant le reste du mouvement social le fait à l'échelle du territoire. Le texte de base est l'appel Copernic qui marque bien un non de gauche, anti-libéral et internationaliste. Y participent tous les cadres de masses jeunes (UNEF, ACG, ATTAC-campus, collectif féministe, MUR (contre la répression), LCR, JC...) qui vont tous militer dessus, et va être organisé un cycle de réunion publique à thème (constitution et droits des femmes, répression, éducation...) animé par les différentes organisations pour expliquer pourquoi nous ne voulons pas de cette Europe et faire le lien avec les luttes (LMD...). À côté, nous développons naturellement notre propre apparition avec nos propres mots d'ordre. Cette constitution, c'est un choix de société, ce qui nous permet de développer le nôtre et de donner une explication globale du capitalisme, en développant la convergence des luttes.

Le sommet de l'OTAN à Nice, en février, pourrait être un premier rendez-vous de ceux qui refusent cette Europe et ce monde militaristes! Une autre Europe est possible: prolétaires de toute l'Europe, DEBOUT!

Florent, [secteur jeune LCR Clermont-Ferrand]

Tariq Ramadan à Marseille: un événement politique!

Mais pourquoi les médias passent-ils leur temps à attaquer Tariq Ramadan?

Pourquoi les salles publiques annulent-elles régulièrement ses conférences à la dernière minute? Pourquoi est-il interdit de visa aux États-Unis? Pourquoi ne peut-il dire une phrase sans que tombe le verdict fatidique: double discours...? Et si c'était parce que ce qu'il dit est vraiment dangereux pour l'ordre établi, et utile pour le développement des résistances? C'est ce qu'ont voulu montrer les associations [1] qui l'ont invité à participer à un meeting sur le thème « Guerres et racismes », le vendredi 10 décembre à Marseille. Le résultat est concluant.

Sur le public, d'abord: 800 personnes sont venues assister à l'initiative, qui pour une fois se tenait dans les quartiers nord, les quartiers populaires et immigrés de la ville. Beaucoup de jeunes, mais aussi des familles, souvent d'origine maghrébine. Certain-e-s affichant parfois une adhésion à l'islam par leur tenue vestimentaire, mais aussi des étudiant-e-s, des salariés et des chômeurs de tous horizons culturels. C'est le plus gros meeting qui se soit tenu à Marseille devant ces publics depuis longtemps.

Sur le contenu politique ensuite: après une heure de musique révolutionnaire arabe (Fairouz, pour les amateurs), de lectures de textes du poète palestinien Mahmoud Darwish, du prisonnier Marwan Barghouti, d'interventions sur la situation en Irak et en Côte d'Ivoire, d'appels à manifester contre le prochain sommet de l'Otan à Nice, les deux principaux orateurs pren-

ent la parole. Larry Portis d'abord, universitaire membre des American against war, enflamme l'assistance en expliquant qu'il n'y a pas de consensus derrière Bush, en dénonçant clairement l'impérialisme responsable des guerres actuelles, en évoquant les luttes des années 1960-1970, de Malcolm X à la défaite des États-Unis au Vietnam. Enfin, le « sulfureux » Tariq Ramadan parle. Posément, il poursuit la dénonciation des guerres coloniales et de l'offensive islamophobe actuelle, puis développe ses positions: il argumente pour une citoyenneté pleine et entière pour tou-te-s, respectueuse des convictions de chacun-e, montre que l'adhésion à l'islam n'est pas incompatible avec la démocratie et le respect des droits, dénonce les guerres de religion et les racismes d'où qu'ils viennent.

Le débat qui suit est intense: une vingtaine d'interventions sur des sujets divers, dont la République, l'homosexualité, les droits des femmes, le capitalisme, les religions... durant lequel plusieurs interventions de militant-e-s de la LCR sont applaudies. En réponse, Tariq Ramadan défend ses conceptions de la sexualité et du mariage en tant que musulman, mais se démarque clairement des lectures littéralistes des textes religieux qui fondent les discriminations envers les femmes, et défend la place des homosexuels dans les mouvements pour l'égalité. Il critique la politique sectaire de l'Arabie Saoudite par rapport aux minorités religieuses, refuse toute législation spécifique pour les musulman-e-s et appelle à respecter les Constitutions des États occidentaux.

En ce début d'année, la première chose qui vient à l'esprit est que le monde s'enfoncé dans la barbarie. En Asie, chaque jour, une estimation plus pessimiste est apportée sur le nombre de morts, qui atteint maintenant 150 000. Cette « catastrophe naturelle », c'est aussi le bilan d'une société où les pays riches asphyxient les pays pauvres. Résultat: cela les empêche d'anticiper des catastrophes, de secourir les blessés et de faire face aux maladies par manque d'argent.

En Irak, le même chiffre de 150 000 est atteint. Cette fois-ci, c'est le nombre de militaires américains en poste. Alors que de plus en plus d'organisations irakiennes parmi les plus grosses disent que les élections qui doivent avoir lieu le 30 janvier en Irak ne sont pas légitimes car elles se passent sous occupation militaire, le nombre de tués continue lui aussi à augmenter. Il ne tardera pas à atteindre non plus les 150 000.

Et pendant ce temps, en France, les fachos veulent manifester contre l'avortement le 23 janvier, et Chirac et Raffarin nous annoncent quasiment tous les jours la remise en cause de droits des jeunes et des salariés, et une augmentation du coût de la vie. Sur les lycées en particulier, les annonces s'accroissent sur des mesures qui vont augmenter les inégalités.

Le mois de janvier va être riche en mobilisations. Le 15 janvier, une manifestation aura lieu à Paris pour la défense du droit à l'avortement et pour la conquête de nouveaux droits pour les femmes, dans le contexte des trente ans de la loi Veil légalisant l'avortement. Des départs sont organisés dans de nombreuses villes par le MFPF (mouvement français pour le planning familial) et d'autres organisations. Le 23 janvier, les fachos organisent une manifestation contre l'avortement: nous devons les empêcher de parader, une contre-manifestation est en train de s'organiser.

Du 18 au 20 janvier, plusieurs journées d'action auront lieu sur les services publics et les salaires: le 18, ce sont les postiers, le 19 c'est à la SNCF, et le 20, c'est tout le monde, pour défendre les services publics et les salaires. C'est un jour de grève et de manifestation partout en France. Si elles sont grosses, ces manifestations permettront de voir notre force et de préparer une réelle riposte contre le gouvernement: pas seulement des journées d'action, il faut préparer une grève.

Le 30 janvier, à l'occasion des élections en Irak, des mobilisations auront lieu dans plusieurs villes sur le thème « il n'y a pas de démocratie possible sous une occupation militaire ». Cette journée contre la guerre et l'occupation militaire sera aussi l'occasion de préparer la mobilisation de début février contre l'OTAN à Nice. L'OTAN, qui regroupe tous les alliés militaires occidentaux des États-Unis, dont la France, se réunit en effet à Nice du 9 au 11 février. À nous de manifester pour montrer que nous ne voulons pas de leurs sales guerres, en Irak, en Palestine, en Côte-d'Ivoire ou ailleurs. Des cars sont organisés, a priori pour aller là-bas le 9 février.

Et puis, ce mois-ci, pour une grande partie d'entre nous, la préoccupation principale sera les examens... Pour tous ceux qui sont passés au LMD, les remises en cause de nos droits sont nombreuses. La colère gronde sur les universités, les examens peuvent être un moment où tout le monde se rend compte que cette réforme touche tous les étudiants et qu'il faut se battre. Mais, là encore, cela dépend de l'attitude de chacun d'entre nous pour expliquer la réforme et pour organiser la lutte.

Ce monde tourne décidément à l'envers. Il faut rompre avec les bases de son fonctionnement: c'est la course aux profits pour les grandes entreprises et pour les grandes puissances qui est l'origine des problèmes qui existent aujourd'hui. Cette rupture se construit dans les luttes, car c'est par les luttes que tous ceux qui subissent le système commencent à le remettre en cause, en défendant leurs droits, en s'organisant. C'est dans les luttes que l'on fait comprendre aux gouvernements que ce n'est pas à eux de décider, mais à nous.

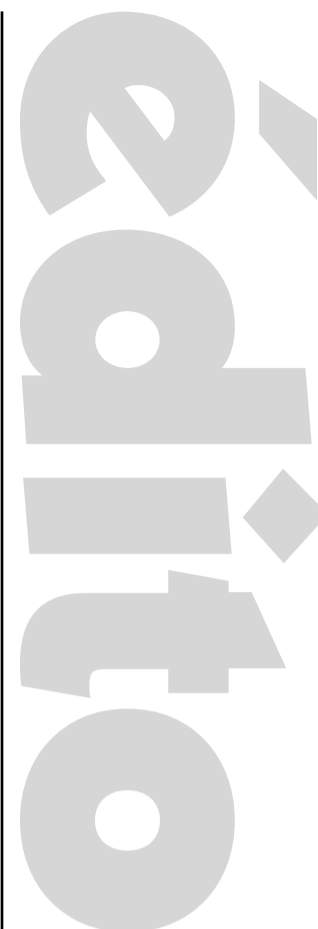
Il conclut par un appel à l'unité pour la défense de l'école publique et laïque, pour l'égalité des droits et contre les violences faites aux femmes, contre le chômage et pour la justice sociale.

Ce meeting l'a confirmé, un travail commun est possible et nécessaire, et il peut contribuer à une radicalisation de secteurs de la société jusque-là indifférents aux partis politiques. Il est urgent de dissiper les confusions dangereuses, que reprend une partie des milieux militants en France...

Le double discours ne viendrait-il pas de ceux qui prétendent construire le mouvement contre la guerre, contre le racisme et pour les droits sociaux, en excluant une des parties les plus discriminées de la population?

Note

[1] Le meeting était impulsé par Agir contre la guerre (ACG) et l'Association des étudiants musulmans d'Aix, et soutenu par les Féministes pour l'égalité et contre l'exclusion et deux associations anticapitalistes locales.



Sommaire

Monde

Irak, Palestine: quelle démocratie?
Marche de solidarité à Rabat
Ukraine: Ni Washington, ni Moscou!
Côte d'Ivoire: la France coupable

Dossier « Contre le retour de l'ordre moral »

Hexagone

Éducation
35 heures
Plan Borloo
Sacré de Sarkozy
Loi sur l'homophobie
Contre la division syndicale

Histoire

Le sionisme

Kultur

La bataille d'Alger
Vivre la rue

Agenda

9 janvier: élections en Palestine
15 janvier: manifestation pour défendre le droit à l'avortement à Paris
18 janvier: journée d'action à la poste
19 janvier: journée d'action à la SNCF
20 janvier: journée d'action dans la fonction publique
20 janvier: investiture de Bush
23 janvier: manifestation anti-ivg (et contre-manif!) à Paris
30 janvier: élections (???) en Irak
du 9 au 11 février: sommet de l'OTAN à Nice

Pas de démocratie sous occupation !

Ce mois-ci deux scrutins sont prévus dans des pays qui vivent sous occupation militaire: en Irak, le 30 janvier, les élections législatives doivent désigner une assemblée dont le rôle sera de doter le pays d'une constitution; en Palestine, le 9 janvier, les élections présidentielles, pour remplacer Yasser Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne. Aujourd'hui, la politique militaire de pays impérialistes comme les États-Unis, Israël, ou la France se mène sous couvert de « guerre contre le terrorisme » et de « démocratisation »: George Bush a fait un discours le 26 février, à peine un mois avant l'invasion de l'Irak, dans lequel il prétendait vouloir défendre et étendre les « valeurs démocratiques ». Derrière ces mots, il y a la réalité quotidienne de l'occupation: le pouvoir arbitraire des soldats, les humiliations, le pillage, la violence... Comment croire que tout cela peut permettre d'installer et de faire fonctionner un pays démocratiquement?

Palestine

Les élections en Palestine sont organisées par l'État israélien, ce qui est déjà peu démocratique. Un peuple doit pouvoir organiser lui-même ses élections, car la façon dont elles se déroulent influe sur le résultat (cf. en France, représentation ou non à la proportionnelle). Or Israël a décidé du calendrier des élections (locales, présidentielles...). De plus, seulement un tiers des Palestiniens pourront voter, puisque les autres sont réfugiés à l'extérieur du pays.

Mais ces élections sont surtout antidémocratiques parce qu'elles se déroulent sous une occupation violente qui décourage les habitants. Les Palestiniens ne peuvent plus travailler, ni se déplacer librement, ont à peine de quoi se nourrir à cause du blocage des routes et voient des morts tous les jours. Malgré une lutte quotidienne, ils n'ont pas encore réussi à se débarrasser de l'occupation, ils n'ont donc aucune raison de croire que l'élection de Mahmoud Abbas, candidat du Fatah, successeur provisoire d'Arafat à la tête de l'OLP, va y changer quelque chose. De plus, même s'il dit reprendre à son compte les revendications traditionnelles d'Arafat (retour des réfugiés; un État palestinien dans les territoires occupés par Israël en 1967 et dont Jérusalem-Est serait la capitale), il fait campagne pour un règlement « pacifique » du conflit avec Israël, et contre la résistance armée.

Irak

En Irak, la situation est encore plus caricaturale: il y a bientôt deux ans que les États-Unis sont arrivés en Irak et ont renversé le régime en promettant la démocratie; Cela fait six mois qu'a eu lieu un prétendu « transfert de pouvoir » au premier ministre Allaoui, ancien collaborateur de la CIA. Mais aujourd'hui, les Irakiens n'ont pas la moindre confiance en les militaires de la coalition (plus de 500 morts américains dans les six derniers mois) pour rétablir le fonctionnement politique et économique du pays; ils n'ont pas plus confiance dans



Et pendant ce temps, des gamins palestiniens jouent au foot contre le mur de l'Apartheid

les Irakiens que les États-Unis ont placés au pouvoir: le gouverneur de Bagdad s'est récemment fait tuer. Contrairement à ce que Bush espérait, la résistance continue malgré la prise de Nadjaf et de Falloujah, ce qui compromet sérieusement la tenue des élections le 30 janvier: les États-Unis ne maintiendront pas des élections qu'ils risqueraient de perdre.

On retrouve la même chose dans ce faux souci démocratique des États-Unis et dans le prétendu désir de paix de l'État d'Israël, que lorsque l'État français dit vouloir pacifier la Côte d'Ivoire et améliorer le processus démocratique de la Polynésie

française. En Côte d'Ivoire, la France a utilisé la guerre civile pour intervenir militairement afin de préserver ses intérêts, et en Polynésie française Chirac s'est carrément permis de remettre en cause le résultat d'une élection. Comme pour les USA et Israël, il s'agit de renforcer sa main mise sur le pays, c'est-à-dire un contrôle à la fois politique et économique. Pour cela il faut soit empêcher que se tiennent des élections soit les organiser soi-même pour mieux les contrôler.

Suzanne, [Tolbiac]

Des colis de Noël pour les soldats britanniques

Londres a fait livrer aux soldats britanniques en Irak, Afghanistan, aux Balkans, en Sierra Leone, aux Malouines... des colis de Noël: des paquets contenant des appareils photos, des jeux et d'autres cadeaux, renouant ainsi avec une tradition inaugurée lors de la Première Guerre mondiale. 18000 colis ont été distribués.

Le beau lapsus

À l'heure où nous écrivons, les élections en Irak sont toujours censées se tenir le 30 janvier prochain. Mais de plus en plus de voix s'élèvent pour demander le report de ces élections, notamment devant la crainte d'une défaite du premier ministre au service des États-Unis, Allaoui. Interrogé à ce sujet fin décembre par la chaîne NBC, Colin Powell a laissé échapper un lapsus plutôt révélateur: « Nous ferons tout ce que nous pouvons pour que les élections se tiennent le 30 juin... le 30 janvier », a-t-il déclaré...

Un ministre irakien parle de « guerre totale »

Le ministre irakien du Pétrole, Thamer Abbas Ghadbane, a dénoncé dimanche 2 janvier la « guerre totale » contre l'Irak. Qui met-il en cause? Les États-Unis? La Grande-Bretagne? Pas du tout, il s'agit d'une « guerre totale contre les installations pétrolières irakiennes », menée par « des groupes terroristes proches d'Al-Qaeda ».

On ne doute pas que s'il souhaite que la production de pétrole reprenne, c'est pour le bien-être de la population irakienne asphyxiée par les troupes d'occupation. Toujours est-il qu'il a annoncé « le prochain déploiement d'une force pour protéger les installations pétrolières contre les saboteurs ». Georges Bush doit applaudir des deux mains...

Des casques bleus au Congo-Kinshasa coupables de viols

Des casques bleus de la MONUC (Mission des Nations unies au Congo-Kinshasa) et du personnel civil se sont rendus coupables d'abus sexuels. Une trentaine de cas d'exploitation et d'abus sexuels, dont certains sur des mineurs, impliquant du personnel tant civil que militaire, ont été signalés à Bunia, dans le nord-est de la République démocratique du Congo.

« Je crains qu'il y ait des preuves évidentes que des actes graves se sont produits », a reconnu Kofi Annan. Encore une preuve, s'il en fallait une, que les troupes d'occupation n'apportent aux peuples que la violence et la misère. Et encore une preuve, s'il en fallait une, que les Casques Bleus n'échappent pas à la règle.

Marche de solidarité à Rabat avec les peuples palestinien et irakien et contre le Forum pour l'Avenir

La manifestation qui a eu lieu le dimanche 28 novembre à Rabat, appelait à la mobilisation des Marocains pour le soutien aux peuples irakiens et palestiniens victimes de l'occupation et des crimes perpétrés respectivement par les armées américaines et israéliennes. Lancée à l'appel du GASIP (Groupe d'Action de Soutien à l'Irak et la Palestine), organisation de gauche et du CMCFA (Cellule Marocaine contre le Forum de l'Avenir), la manifestation a rassemblé entre 30000 à 40000 personnes et 20000 selon la police. Le cortège était composé à 80 % de militants islamistes selon l'AP (Associated Press) et la MAP (Maghreb Arabe Presse), le PJD (parti islamiste modéré) représenté au parlement, discret, était présent également et son secrétaire général Saad Eddine Othmani était de la partie. Présence marquée également de l'association islamiste Al Adl wal Ihsan (Justice et Charité). Aucun responsable politique marocain ne s'est joint aux manifestants. Les mots d'ordres étaient: « Palestine musulmane, pas de négociation, pas de paix, pas de solutions défaitistes », « Falloudja résiste alors que les régimes (arabes) spéculent ». Des drapeaux israéliens ont été brûlés et des cercueils circulaient, symbole de la mort de l'ONU, de la conscience mondiale, des droits de l'homme et des régimes arabes. Le coordinateur du GASIP, Khaled Sefiani a déclaré à la MAP que cette manifestation confirme le soutien du peuple marocain aux peuples palestinien et irakien dans leur lutte contre l'occupation américaine et irakienne. Le GASIP a appelé à un renforcement de l'action et de la mobilisation contre l'occupation et les crimes dont sont victimes quotidiennement les peuples palestinien et irakien. Le message adressé à l'administration

américaine stipule que toute normalisation des relations avec les peuples arabes devra passer nécessairement par un règlement juste de la cause palestinienne, la création d'un état palestinien avec Al Ouds comme capitale et la garantie de la souveraineté au peuple irakien.

Par ailleurs, quelques centaines de militants altermondialistes ont également défilé pour dénoncer entre autre la tenue du Forum de l'Avenir qui s'est tenu ce 11 décembre au Maroc. Organisé dans le cadre du projet de l'administration Bush du « Grand Moyen Orient », et coprésidé par les États-Unis (président en exercice du G8) et le Maroc (pays hôte), il a réuni pas moins d'une vingtaine de ministres des affaires étrangères et des Finances de la région du BMENA (Moyen orient élargi et Afrique du Nord) ainsi que ceux des pays du G8. L'objectif des travaux de cette première édition du Forum pour l'Avenir est de poser les bases d'un nouveau partenariat entre les pays du BMENA et le G8 et d'accélérer ainsi les réformes économiques et politiques dans le monde arabo-musulman, de la Mauritanie au Pakistan. Ce plan de réforme avait été le sujet de très vives dissensions lors de la tenue du sommet de la Ligue arabe en mai dernier, l'Égypte et l'Arabie Saoudite voyant comme une ingérence cette volonté extérieure de mettre en marche des réformes au sein du BMENA ont émis des réserves. Le forum, placé sous très haute sécurité, été condamné par plusieurs partis et associations de gauche comme islamistes. Le choix du Maroc pour la tenue du forum témoigne de la gratitude dont fait montre la diplomatie américaine en remerciement

aux précédents accords de libre-échange initiés entre les États-Unis et le royaume chérifien en juin dernier et pourtant condamné par la population marocaine. Le Maroc a une fois de plus et ostensiblement, comme d'accoutumée, montré son appui inconditionnel à Washington et cela en refusant d'écouter un peuple qui pour-

tant ne cesse de condamner la politique internationale américaine vis-à-vis de l'Irak et de la Palestine en particulier et la politique de « démocratisation » qu'il tend à promouvoir à l'ensemble des pays arabo-musulman en général.

Meriam, [Aix]

Fin juillet en France XXII^{es} rencontres internationales de jeunes

Comme chaque année, les JCR et des organisations de jeunes révolutionnaires de toute l'Europe organisent des Rencontres Internationales de Jeunes (RIJ). Les RIJ sont l'occasion, chaque été, pour plusieurs centaines de jeunes venus de toute l'Europe et même au-delà (Maghreb, Asie...), de se rencontrer pour échanger sur leurs expériences, leurs activités, discuter de la situation et des mobilisations internationales... et préparer la rentrée!

En effet, à l'heure où les classes dominantes sont plus que jamais organisées pour mettre en place leurs politiques guerrières et antisociales, il est indispensable pour tous ceux qui veulent lutter de construire une riposte internationale et d'élaborer des stratégies ensemble. Nous sommes sur la bonne voie, avec la multiplication des dates de mobilisation internationale, dont la plus marquante reste le 15 février 2003 contre la guerre en Irak.

Cette année, les RIJ auront lieu en France, à la fin du mois de juillet. Nous ne sommes qu'en janvier mais autant se préparer le plus tôt possible, pour organiser son été et réserver ses vacances pour cette période. Car les RIJ valent vraiment le détour: c'est un rendez-vous politique unique, enrichissant, sympa, autogéré, dans lequel nous n'oublions pas de faire la fête!

Dans les prochains numéros de RED, nous vous donnerons plus d'informations sur le programme, les invités, le lieu, les conditions d'inscription...

Ukraine : la « révolution orange » trahie

Des centaines de milliers de personnes ont défilé à Kiev, la capitale, ainsi qu'à Lvov, Loutsk, de Vinnytsia et d'Ivano-Frankivsk, pour la démocratie et pour dénoncer la fraude électorale. Lors des élections présidentielles du 21 novembre 2004, le candidat pro russe Viktor Ianoukovitch avait truqué le scrutin au détriment du candidat pro-occidental Viktor Iouchtchenko. Les manifestations massives contestaient les résultats et exigeaient un nouveau vote qui a eu lieu le 26 décembre; Iouchtchenko a finalement remporté l'élection grâce à la pression de la rue.

Ni Washington, ni Moscou

Les fruits de la « Révolution Orange » se révèlent plutôt amers. Il s'agit d'un conflit entre les impérialismes russes et occidentaux, qui ont recours à des groupes rivaux d'oligarques au sein d'une même classe dirigeante corrompue.

Ianoukovitch et Iouchtchenko ne sont pas fondamentalement différents, tous deux ont pillé l'Ukraine et son peuple. Iouchtchenko a déclaré lors de ses discours: « Nous devons créer des riches; ainsi ils pourront aider les pauvres ».

Ianoukovitch fait parti du clan de Donetsk dirigé par Rinat Akhmatov, l'homme le plus riche d'Ukraine, et dirige le « Parti des Régions ». Pour le Kremlin, la victoire de Ianoukovitch aurait pu signifier à terme l'intégration de l'Ukraine à la Fédération de Russie.

« L'ensemble de l'équipe de Iouchtchenko sont des patrons: Iouchtchenko et Kinakh sont des ex-premiers ministres; il y a parmi eux de nombreux anciens ministres » écrit Sergei Markov dans les Izvestia. Iouchtchenko fait parti du clan occidental qui estime avoir été évincé du processus de privatisation de la richesse nationale et voudrait rejoindre l'Union Européenne.

Iouchtchenko n'est pas un démocrate, il s'oppose à toute réforme réduisant l'énorme pouvoir présidentiel. Au sein de sa coalition on dénombre plusieurs forces d'extrême droite comme le « Parti Social-Nationaliste d'Ukraine » ayant des slogans du type: « Youpins et Moscovites hors d'Ukraine », « Dictature Nationale ».

« Après les manifestations dans les rues, le peuple ne sera plus le même »

Vladimir Zlenko, syndicaliste ukrainien entre 1990 et 1999, déclare: « après les

manifestations dans les rues le peuple ne sera plus le même, [il] aura appris à résister et commencera - peut-être - à mieux comprendre ses intérêts propres et à exiger qu'ils soient respectés. Mais les travailleurs ne sont pas tous dans les rues. Ils n'ont toujours pas d'organisation à eux. Les étudiants qui se sont rassemblés sur la place centrale de Kiev ne comprennent pas encore leurs intérêts. Ils [étaient] aveuglés

par la perspective d'une victoire ».

Le peuple ne sera pas mieux servi par l'un ou l'autre clan et seule sa capacité à s'organiser indépendamment lui permettra de conquérir le pouvoir. De nouveaux affrontements surviendront sûrement à l'avenir.

Laurent, [Tolbiac]



La Côte d'Ivoire, province économique française

La « guerre de six jours » débutée le 7 novembre montre à quel point les enjeux du conflit ivoirien sont pour la France sont extrêmement élevés. Effectivement, lorsqu'on se penche sur la composition du tissu industriel et de l'économie ivoirienne, on comprend mieux l'acharnement du gouvernement Chirac à vouloir « régler la situation » et à maintenir ses troupes qui n'ont d'autre utilité que de protéger les intérêts des grandes entreprises françaises dans ce pays qui représente 40 % de la masse monétaire de la zone CFA.

Jugez plutôt: en Côte d'Ivoire, les multinationales françaises représentent plus de 30 % du PIB ivoirien, 57 % des recettes fiscales et 68 % des investissements directs étrangers, par le biais de plus de 200 filiales et environ 500 PME et PMI, et un quasi-monopole dans les domaines du transport maritime et ferroviaire, de la production et de la distribution d'eau potable et d'électricité et de la téléphonie fixe et mobile, ainsi qu'une part très importante de l'exploitation des hydrocarbures et des matières premières végétales, et des grands projets de BTP.

On peut attribuer une mention spéciale à Bolloré et à l'inévitable Bouygues. Ce dernier détient en effet l'assainissement et la distribution de l'eau potable par le biais de ses filiales SAUR et SODECI, ainsi que l'électricité grâce aux filiales CIE et CIPREL. Cette électricité est en partie générée par le

gaz exploité par la plate-forme « Foxrot », gérée par Bouygues Offshore, qui laisse avec une grande générosité Total-Fina-Elf s'occuper de l'exploitation du pétrole ivoirien. Bouygues s'est par contre toujours réservé les grands chantiers ivoiriens, comme celui de l'université de Yamoussoukro et de la mosquée d'Abidjan, ainsi que d'une partie du port d'Abidjan, etc...

Quant au groupe Bolloré, il ne détient rien

moins que les 2/3 des activités portuaires (80 % de l'activité du port de San Pedro et de celui d'Abidjan, le plus important d'Afrique de l'Ouest) et exploite la ligne de chemin de fer Abidjan-Ouagadougou. Bolloré est également leader dans le domaine du café, du tabac et du caoutchouc, détient le 4e rang pour le cacao, et la moitié du marché de l'ananas et de la banane.

En ce qui concerne le téléphone, c'est

France Télécom qui détient la concession via Côte-d'Ivoire Télécom et le numéro 1 ivoirien du téléphone portable.

Et pour placer cet argent, c'est très simple: il suffit de s'adresser aux banques ivoiriennes, c'est-à-dire BNP-Paribas, la Société Générale et le Crédit Lyonnais. Vous avez dit « Françafrique » ?

Romain, [Censier]

Qu'est-ce que « l'ivoirité » ?

Après le coup d'État du général Robert Gueï en 1999, une nouvelle Constitution est rédigée, avec l'accord des trois principaux partis ivoiriens qui font campagne pour. Mais 72 heures avant le référendum, elle est modifiée. Désormais, elle introduit officiellement le concept d'ivoirité en exigeant d'être ivoirien de naissance, de père et de mère pour accéder à plusieurs postes, dont celui de Président. À entendre les partisans de Laurent Gbagbo, il ne s'agit pas d'un concept culturel, d'un héritage bien plus réel que les frontières artificielles créées par la France au cours de la colonisation.

Héritage colonial

Après tout, 70 000 des 80 000 km de frontières africaines (87 %) sont hérités des

partages coloniaux, faits à la règle et au crayon en Europe. Les colons connaissent mieux que quiconque le vieil adage « diviser pour mieux régner » et n'ont pas hésité à le mettre en pratique très concrètement en privilégiant les animistes du sud contre les musulmans du nord.

Pendant la colonisation, l'exploitation de la main-d'œuvre est aisée. Au gré des besoins, on va déplacer des pans entiers de populations. Cela se traduit à plusieurs reprises par des déplacements de la frontière avec la Haute Volta (aujourd'hui Burkina Faso, Nord-est de la Côte d'Ivoire) ce qui, de fait, ne permet pas d'intégrer le nord au reste du pays, déjà totalement artificiel. Cependant, lors de l'indépendance, le Président Houphouët-Boigny et la France vont tout faire pour conserver le tracé frontalier en vigueur. Elles sont définitives depuis 1960. On peut donc dire que, pour eux, tout le pays doit être considéré comme ivoirien et qu'il est hors de question d'admettre toute revendication sécessionniste éventuelle. La raison est principalement économique: il existe des contrastes vifs entre le nord et le sud, qui provoquent une immigration vers Abidjan et Yamoussoukro. Le travail, quoique précaire y est plus facilement trouvable et la main-d'œuvre du nord est recherchée en raison de sa capacité à fermer sa gueule, car les « Voltaïques » ou Dioulas sont sans cesse soupçonnés d'être Burkinabés et non ivoiriens, venants d'une région de brassages historiques et culturels ainsi que d'immigration. En tant que musul-

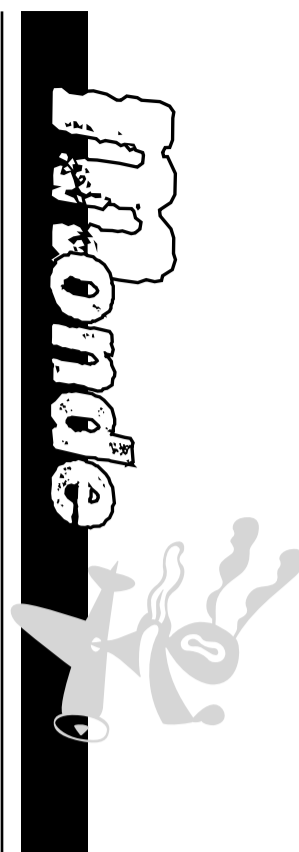
mans, on les amalgame aux Maliens, burkinabés, guinéens, etc.

Ivoirité politique

Dans le domaine politique, l'ivoirité n'est pas réellement prise en compte avant 1993, à la mort d'Houphouët. Le président par intérim Konan-Bédié commence à craindre la popularité du premier ministre et leader politique du nord Alassane Ouattara. Cet ancien directeur du FMI, qui a contribué à mettre en place la politique d'austérité en Côte d'Ivoire, ne marque pas son allégeance à la France. Il a étudié aux États-Unis et gardé des relations là-bas. De plus, il est populaire dans le nord, auprès des Dioulas, mais aussi des immigrants qu'il défend. De là vient l'idée d'exiger des gages de nationalité pour accéder au poste de Président de la République. Ouattara est marginalisé du fait de ses origines du nord. En 1995, son parti le RDR boycotte les élections et Bédié est élu à 95 %. En 2000, il est interdit à Ouattara de se présenter contre Gbagbo.

Aujourd'hui, la France ne sait plus sur quel pied danser, entre l'un et l'autre. Elle ne contrôle plus aussi bien le pays et son joujou, l'ivoirité, lui a échappé. En fait, les politiques racistes sont bien françaises, et il n'y aura pas de solution, pas de possibilité d'autodétermination, tant que tous les soldats et capitaux français n'auront pas quitté le sol africain.

Momo, [Nanterre] et JB, [Nanterre]



Plus d'allergie aux poils de félin grâce au chat transgénique

Vous souffrez d'allergies aux poils de félin qui vous empêchent d'accueillir un chat chez vous: la solution s'appelle le chat hypoallergénique transgénique promis pour 2007 par une société de biotechnologie américaine.

La société Allerca a lancé un programme de création d'un tel chat au patrimoine génétique modifié par la suppression du gène responsable des allergies chez les humains, selon un communiqué.

Il coûtera environ 3500 dollars, selon le site internet de l'entreprise.

Prêt à tuer pour des frites

Un client d'un restaurant Burger King de Pennsylvanie s'en est pris aux employés des lieux le 1er janvier et a tenté d'en agresser un avec sa camionnette lorsque celui-ci lui a dit à travers la fenêtre du service au volant qu'il n'y avait plus de frites. Il est entré dans le restaurant pour s'en prendre verbalement au personnel.

Lorsqu'il est retourné à son véhicule, il a vu des employés prendre en note son numéro de plaque d'immatriculation et s'est engagé à reculer vers eux, en manquant un de près. Après avoir été intercepté sur une autoroute un peu plus loin, Luttman s'est bagarré avec les policiers et a défoncé la vitre arrière d'une voiture de patrouille.

Un Texan invente la cyber-chasse sur de vrais animaux

Il propose aux internautes de chasser en vrai sur son ranch sans sortir de leur salon.

Son site internet (dont nous ne communiquerons pas l'adresse) permet déjà de s'exercer sur des cibles et il espère que, bientôt, les visiteurs payants pourront tirer sur des animaux bien réels, comme des cerfs, des antilopes et autres sangliers, qui peuplent son domaine.

John Underwood a mis au point un système qui permet de déplacer à distance un fusil de chasse monté sur une caméra. L'internaute peut déplacer la caméra pour repérer les animaux et pourrait, si le projet reçoit l'aval des autorités, viser et faire feu.

De la prison pour des livres non rendus

Certains bibliothécaires américains préconisent des poursuites pénales et des peines allant jusqu'à 90 jours fermes pour les utilisateurs de bibliothèque qui ne rendent pas leurs livres à temps.

"Nous voulons nous en prendre à ceux qui nous doivent beaucoup d'argent", explique Frederick J. Paffhausen, directeur du réseau de bibliothèques publiques du Michigan. "Nous entendons faire un exemple."

M. Paffhausen vient de demander au conseil d'administration des bibliothèques du comté de Bay l'autorisation de lancer des mandats d'arrêt à l'encontre d'emprunteurs n'ayant pas répondu à des mises en garde répétées.

30 ans de la loi légalisant l'avortement

Contre le retour à l'ordre moral Battons-nous p

Aujourd'hui, si le combat féministe apparaît peu sexy, dépassé, voire un truc d'hystérique, les attaques dont sont victimes les femmes dans notre société sont, elles, d'actualité. Pourtant, les jeunes femmes, conditionnées par le système, ont grandi avec une certaine image de l'égalité des sexes et considèrent leurs droits comme acquis. Mais tout cela n'est qu'une illusion qui les conduit à se désolidariser des combats féministes. La lutte au quotidien ça veut dire quoi? Ca veut dire mener un combat contre à la fois un patron, un époux, un amant, un frère, un père, mais aussi contre

ces trop nombreuses femmes qui défendent l'ordre masculin.

Des inégalités bien ancrées

L'inégalité la plus visible est celle qui existe entre les salaires des femmes et des hommes. Quelques chiffres: Les femmes ont un salaire inférieur à celui des hommes de 25 %, soit 50 % au niveau mondial. Les femmes sont les premières à recevoir leur lettre de licenciement. 60 % des chômeurs non indemnisés sont des femmes. 1/3 des femmes travaillent à temps partiel soit 4/5 des salariés à temps partiel. Contrairement à ce que l'on entend souvent ce travail précaire est imposé et s'accompagne de la

rengaine « les femmes doivent concilier vie familiale et vie professionnelle » car avant tout les femmes sont mères et épouses, n'est ce pas? Pour De Villiers, Sarkozy et Le Pen, il s'agit encore d'un rôle dit naturel de la femme.

L'oppression des femmes a précédé le capitalisme mais ce dernier l'a modifié. En remplaçant la production artisanale et industrielle par la grande industrie, on peut noter une scission entre le lieu de production (entreprise) et le lieu de reproduction (foyer) assignant aux

femmes le rôle de fée du logis. Encore 80 % estiment faire la totalité des tâches ménagères. Aujourd'hui ces salariés ont pu acquérir tout de même une indépendance. C'est pourquoi la casse des services publics (tels les écoles, la santé...) demeure une menace.

L'oppression des femmes est utile au système capitaliste. Le capitalisme reste attaché à l'institution traditionnelle de la famille car la famille joue le rôle de reproduction des divisions.

L'égalité reste à gagner!

Les associations féministes qui visent à interdire les représentations dégradantes des femmes dans la publicité et de la presse sont accusées de vouloir bâillonner la liberté d'expression et la liberté sexuelle. Les femmes sont utilisées pour vendre du yaourt, ou un téléphone portable, voire assimilées à l'objet vendu, comme dans les pubs où une voiture est assimilée à une femme. Le corps des femmes est objet. C'est simple, en achetant le produit c'est toute une tension sexuelle qui est mise en branle avec des références plus ou moins explicites à des scènes pornos, sado-maso, voire de violences conjugales. En s'appropriant le produit, l'homme s'approprié la femme.

L'usage des femmes par les hommes dans la prostitution est une mise en pratique, sur le plan sexuel, d'une culture et d'un système de subordination des fem-

mes. Même si l'on dit que la prostitution est le plus vieux métier du monde, elle a quand même explosé ces 30 dernières années. Le fonds des Nations Unies pour la population estime que chaque année 4 millions de femmes et de fillettes sont vendues à leurs époux ou à des marchands d'esclaves. Le chiffre d'affaire de la prostitution représente 60 milliards d'Euros par an dans le monde dont 10 milliards pour l'Europe.

La parité⁽¹⁾ donne l'impression d'un combat abouti, pourtant la sous-représentation des femmes sur le plan politique est particulièrement criante.

De fait, le féminisme se déploie dans de nombreux domaines sociaux, tels l'avortement, le travail, le harcèlement sexuel, la publicité sexiste... Sans être spectaculaire ces mouvements sont efficaces mais néanmoins il faudrait repenser de nouvelles théories critiques. Celles-ci seraient fondées sur une critique de la relation du pouvoir qui se transforme en relation de domination. REPENSER L'ÉGALITÉ!

Marie-Claire, [Toulouse]

Notes

1. Loi de 1999 qui s'est pervertie en édictant une sanction financière pour les partis qui transgresseraient la loi. Du coup les formations politiques telles que l'UMP, le PS ont préféré payer que de présenter des candidates en nombre légal. Seuls les partis d'extrême gauche, les Verts et le PCF l'ont respectée.



Il y a trente ans, la loi Veil: une victoire du mouvement féministe

Le 17 janvier 1975, la loi Veil légalise l'avortement, qui était interdit et passible de prison depuis 1920. Pour arriver à l'adoption de cette loi qui donnait enfin le droit aux femmes de disposer de leur corps et de leur maternité, les luttes du mouvement féministe ont été nécessaires. Ce sont ces luttes qui ont poussé Mme Veil à défendre la fin de l'illégalité de l'avortement, à une époque où 300000 avortements clandestins se pratiquaient chaque année. Des milliers de femmes se sont mobilisées pour revendiquer le libre choix de leur maternité,

sous le mot d'ordre: « avortement, contraception libres et gratuits! ».

Ces femmes ont dû sortir du silence et revendiquer haut et fort pour que l'avortement devienne un droit et ne soit plus un acte soit très cher (dans une clinique privée, à l'étranger) soit très dangereux pour la santé et la vie des femmes. Les initiatives du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC, 1973), l'engagement des militantes du Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) dont le Congrès de 1973 décide de pratiquer illégalement des

interruptions de grossesse, des groupes femmes de quartier, du Mouvement de Libération de la Femme (MLF, 1970), de « Choisir », de la Ligue des droits des femmes pour lutter contre toute forme de discrimination sexiste (Ligue créée en 1973 par S. de Beauvoir, A. Zelenski, A. Sugier), la publication en avril 1971 dans le Nouvel Observateur du Manifeste des « 343 salopes » qui déclarent publiquement avoir avorté, le combat pour la libération de la mineure avortée lors du procès de Bobigny, les actions de désobéissance, les manifestations (en novembre 1971, une marche

internationale regroupe des milliers de femmes qui exigent le droit de disposer de leur corps, en 1974 les luttes pour le droit à l'avortement ont lieu toute l'année), ont été autant d'éléments indispensables pour arracher cette victoire pour la cause des femmes.

Bref, c'est à ce mouvement que nous devons nombre d'acquis comptant pour les droits des femmes, et, en premier lieu, celui du droit à l'avortement et à la contraception. Les droits dont les femmes profitent aujourd'hui ne leur ont pas été accordés, il leur a fallu les arracher. Par le mouvement des femmes des années 1970 s'est affirmé un formidable mouvement de contestation de l'ordre établi. Les femmes ont fait le choix de s'organiser collectivement, souvent dans des structures non mixtes, et sont apparues sur le devant de la scène du mouvement social. Au sens propre du terme, elles ont pris leurs luttes en mains, les ont dirigées, organisées.

À l'heure où le droit à l'avortement est menacé par le retour à l'ordre moral en France, comme aux USA, comme en Europe, et par les régressions et remises en cause du système de santé dans son ensemble, il est indispensable de réaffirmer avec force notre combativité et de nous mobiliser nombreux-ses le 15 janvier pour défendre un droit fondamental et inaliénable!

Céline, [Nanterre]

Défendons l'IVG!

On pourrait croire que les groupes d'action anti-IVG ont disparu, c'est vrai qu'on les voit moins, cependant ils persistent et continuent leurs activités de manière plus ponctuelle mais toujours aussi menaçante pour les droits des femmes. Ainsi, de temps en temps, des groupes de ces cathos-fachos tentent de planter leurs banderoles sur les murs des hôpitaux pratiquant les IVG. C'est par la rapidité de réaction de la part des organisations féministes et syndicales que ces actions sont le plus souvent rendues impossibles. Il est donc nécessaire d'être vigilants, nombreux et organisés surtout à l'approche du 30e anniversaire de la loi Veil qui sera l'occasion pour les « pro-vie » de manifester comme ils l'avaient fait pour le 20e anniversaire. À nous d'être plus nombreux qu'eux le 15 janvier, nous ne devons pas laisser la parole à des gens pour qui les femmes ne sont que des génitrices.

Nous devons être présents lors d'actions ponctuelles mais il ne faut pas oublier de propager nos idées pro-choix féministes dans nos tracts, nos journaux, nos propos en général pour que les mentalités changent, pour contrer les propos arriérés de ces ultra-cathos qui veulent également renvoyer les femmes au foyer, exclure de la société les homos les bi les trans qui n'ont pas de statut social à leurs yeux car ils ne participent pas à la reproduction de la population et du système patriarcal. Ce sont les mêmes organisations qui défilent tantôt contre les centres d'IVG, tantôt contre les « déviants ». Organisations largement inspirées par l'extrême-droite mais aussi par la droite. Le projet de loi qui aurait dû reconnaître un statut juridique au fœtus, s'il avait été adopté aurait été un recul phénoménal pour les droits des femmes. Contre toutes les attaques des anti-IVG, il faut sans cesse réaffirmer nos droits car les droits des femmes sont loin d'être acquis définitivement!



our nos droits!

Avortement en Europe, y'a encore du boulot!!

Aujourd'hui encore, dans le monde, toutes les 7 minutes, une femme meurt des suites d'un avortement illégal. Si les Européennes sont un peu plus avantagées, il n'en reste pas moins que le droit à l'IVG est encore loin d'être reconnu partout en Europe et qu'il est menacé du fait du retour aux valeurs traditionnelles de la famille, dans laquelle le rôle des femmes tend à se limiter aux tâches ménagères et à la procréation. Ce retour à l'ordre moral accompagne idéologiquement l'offensive des bourgeoisies des pays impérialistes, qui cherchent à réduire (en fait, falsifier), par exemple, les chiffres du chômage en proposant l'Allocation Parentale d'Éducation. Aussi, alors qu'ils cassent le service public de santé, la sécurité sociale, rendant l'accès aux soins moins accessible, ils limitent les dépenses, réduisent les lits et par là même, menacent l'avortement, toujours fondamentalement considéré comme secondaire, pas obligatoire.

Encore, dans le même esprit, la Constitution Européenne est une perle! Alors que nous avons le droit de nous marier, de fonder une famille, rien n'est dit quant au divorce, l'avortement ou la contraception... Surtout ne pas gêner les

pays de l'union européenne qui interdisent encore l'IVG! Harmoniser uniquement quand ça arrange les capitalistes!

Pourtant, avortement clandestin, voyages à l'étranger adresses échangées sous le manteau, traite organisée d'escrocs sans scrupule restent d'actualité pour nombreuses d'entre nous, un peu partout en Europe.

Les législations en Europe restent très disparates.

Aux Pays Bas l'IVG est pratiquée à l'hôpital jusqu'à la 24e semaine. L'avortement fonctionne, comme en France, sous le régime du délai, ce qui veut dire que la décision appartient à la femme. Tous les ans, presque 5000 Françaises et à peu près autant d'Allemandes s'y rendent pour se faire avorter. Les cliniques privées se sont spécialisées dans les avortements pendant le dernier tiers de la grossesse: elles font payer les étrangers, et c'est gratuit pour les Hollandaises.

En Espagne, comme en Irlande, en Pologne ou au Portugal, l'IVG se pratique en fonction d'indications, ce qui signifie que la décision est prise par des tiers. En Espagne, il est dépénalisé et pratiqué par

des cliniques privées demandant beaucoup de fric. C'est très cher et pas remboursé. Toutes les femmes n'y ont donc pas accès.

En Pologne, auparavant autorisée, l'IVG ne l'est plus aujourd'hui qu'en cas de viol, inceste, de risque mortel pour la femme et grave malformation du fœtus. En 2002, on a enregistré dans les hôpitaux à peine 160 avortements pour dix millions de femmes en âge de procréer. Des Avortement illégaux (entre 80000 et 200000) sont pratiqués par des cabinets privés clandestins. Les groupes conservateurs et l'Église exercent encore une grosse pression. Au Portugal, aussi.

Néanmoins, alors qu'il y est encore interdit: une mobilisation pour un référendum commence à faire du raffut. En effet, l'année dernière une campagne de pétition a été lancée. Les femmes l'animent, ont mis essentiellement en avant la criminalisation de l'avortement, considérant que même si le mot d'ordre du droit à disposer de son corps

était important, il ne serait pas compris par la population encore largement sous la pression de l'Église. Ce fut une réussite! En 3 mois, elles ont récolté 121 000 signatures (sur 9 millions d'habitants!). Même si ça n'a pas suffi pour que le parlement adopte l'idée de proposer un référendum, ce n'est qu'un début...

Fanny, [Rouen]



Une nouvelle génération féministe pour de nouveaux droits!

30 ans après, où en est-on?

La loi Veil a dépénalisé l'avortement. Dépénalisé, c'est le mot, puisque toutes les questions ne sont pas encore réglées. Mme Veil a dû céder devant le mouvement féministe des années soixante-dix, mais elle n'a pas tout cédé.

Le droit à l'avortement est un vrai progrès social, aujourd'hui remis en cause et que nous défendons. Des femmes se sont battues pour avoir le droit de disposer de leur corps, et elles ont obtenu ce droit. Mais l'application des lois relatives à l'avortement reste difficile car les hôpitaux manquent cruellement de moyens financiers et de personnels.

Et puis il manque deux ou trois petites choses au sujet de l'avortement et de la contraception; ils ne sont ni libres, ni gratuits, ni accessibles pour tout le monde.

Pour l'avortement.

L'avortement est un droit; le droit des femmes à disposer de LEUR corps. Tant qu'un enfant n'est pas né, il n'est pas un

être vivant car ce qui caractérise un être vivant c'est de pouvoir mourir et donc d'être né. Autrement dit, puisqu'il s'agit de SON corps, une femme doit avoir le droit d'avorter jusqu'au terme de sa grossesse.

Nous demandons que soient rendues illégales tous les types de pressions exercées contre les femmes qui veulent avorter; les commandos anti-IVG, la clause de conscience qui permet aux médecins de refuser de pratiquer un avortement, l'obligation de rendez-vous psychologiques qui mettent très mal à l'aise.

Pour la contraception.

On ne peut toujours pas se procurer la pilule et la pilule du lendemain ni sur les lycées, ni sur les universités. Les mineures doivent avoir l'autorisation d'un adulte pour avorter et elles ne peuvent pas se procurer la pilule au lycée. C'est une façon détournée de leur interdire d'avoir une vie sexuelle.

La Sécu ne rembourse quasiment aucune pilule et on ne pense pas toujours à parta-

ger les frais avec son amoureux.

Ce que nous voulons:

- Fin des rendez-vous psychologiques obligatoires avant l'IVG.
- Abrogation de la clause de conscience permettant aux médecins de ne pas pratiquer l'avortement.
- Allongement du délai légal pour avorter.
- Gratuité de tous les moyens de contraception.
- Contraception accessible, même aux mineures, dans les établissements scolaires et universitaires.
- Avortement accessible aux mineures sans autorisation d'un adulte.
- Séminaire de prévention et d'éducation sexuelle, ouverte à toutes les formes de sexualité, dans les établissements scolaires (sans discrimination ni préjugé religieux, moraliste ou sexiste).
- Augmentation des moyens financiers et des personnels médicaux dans les hôpitaux.

Rose, [Saint-Denis]



Les 14 propositions de Fillon... contre l'éducation

Après l'offensive idéologique lancée avec le rapport Thélot, Fillon nous annonce le concret avec un projet de loi d'orientation sur l'école qu'il décline sous la forme de 14 propositions. Cette loi, soi-disant voulue par Chirac, aurait pour objectif de réformer l'école afin de la rendre plus efficace, plus juste et plus ouverte. Mais ils ne trompent personne, leurs objectifs nous les connaissons bien.

Cette loi s'inscrit dans la droite ligne de la réforme ECTS-LMD pour les universités. Leur volonté est de soumettre l'école et ses élèves aux besoins du patronat et pour cela ils ont besoin d'une main-d'œuvre moins qualifiée (et donc moins chère), plus flexible et plus obéissante. L'objectif de la loi d'orientation sur l'école est de formater cette main-d'œuvre.

Pour les élèves cette loi signifie plus de sélection, plus de professionnalisation et de plus en plus tôt, mais aussi plus de répression et bien entendu moins de moyens.

mums qui serait commun à tous et composé de connaissances « utilitaires » et ensuite seuls les meilleurs (« les élèves ayant montrés aisance et rapidité dans l'acquisition des connaissances indispensables » comme dit le projet de loi) pourront bénéficier d'un approfondissement et de l'accès à d'autres disciplines. Pour les « mauvais élèves », 3 heures de soutien individualisé seront mises en place mais si l'élève n'améliore pas ses résultats on lui proposera des heures de découvertes professionnelles pour l'évincer plus rapidement du système ordinaire. Et c'est bien sûr un des principaux objectifs de cette loi: renforcer la professionnalisation.

La professionnalisation

Ainsi avec cette loi, des parcours en alternance et des apprentissages seront possibles dès la classe de quatrième. Et il y aura généralisation d'une option découverte professionnelle dès la troisième. La loi se fixe comme objectif de doubler le nombre d'apprentis en 5 ans.

ils prévoient maintenant un renforcement du rôle du chef d'établissement et du professeur principal mais ils veulent aussi instaurer dans le brevet des collèges une note de « vie scolaire » comprenant assiduité, discipline, civisme et engagement. Ca signifie plus le droit de l'ouvrir sous peine de rater son brevet.

Encore moins d'argent

En introduction du projet de loi, Fillon nous informe que l'État consacre chaque année 60 milliards au budget de l'éducation nationale. Pour eux c'est trop. Ils cherchent donc à réduire les frais. Pour cela ils veulent « alléger » les horaires à partir de la seconde par « simplification des options ». De jolies formules pour dire moins d'heures de cours et disparition d'options.

Ces réductions budgétaires touchent aussi les profs et leurs conditions de tra-

vail. Après les réductions drastiques du nombre de postes aux concours de prof et du plan de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, cette loi prévoit maintenant que les remplacements de courte durée soient assurés par les enseignants de l'établissement par un système d'heures supplémentaires. Chaque prof devra effectuer jusqu'à 72 heures supplémentaires durant l'année scolaire.

Ce projet de loi doit être présenté au Conseil des ministres en janvier 2005 et doit entrer en vigueur à la rentrée scolaire 2005 et à la rentrée scolaire 2006. nous n'avons plus de temps à perdre, sur nos collèges et nos lycées nous devons nous organiser pour mettre un coup d'arrêt à ce projet et refuser de soumettre l'école aux besoins du patronat.

Mathilde, [Nanterre]

Un lycée ou une prison ?

Près de 2000 personnes pour 1300 places, des règles illégales imposées par l'administration, des sanctions pour refus de délation... Non, ce n'est pas Fleury Mérogis, c'est le lycée Darius Milhaud au Kremlin Bicêtre.

La ressemblance est frappante: après quelques bagarres, la direction a lancé une vague d'expulsions, sans préavis ni conseils de discipline (pourtant obligatoire pour plus de trois jours). Cela vaut aussi bien pour une élève qui a simplement regardé une baston (virée huit jours, parce que « si on ne dénonce pas, on est coupable »!) que pour des élèves trop absents, sans avertissement ou punition intermédiaire (certains sont exclus définitivement!). Ne serait-ce pas un moyen de réduire les effectifs pour combler au manque de moyens?

Quelle qu'en soit la raison, on approche de la tolérance zéro avec l'interdiction de traîner dans les couloirs pendant les heures de cours. Les élèves ont donc le choix

entre le CDI et la salle de perm', bondée en permanence, puisque le foyer promis depuis des années n'existe toujours pas. De même, il est interdit d'aller dans les escaliers de secours (où les élèves allaient prendre l'air, discuter ou fumer pendant les pauses) et obligatoire d'avoir son carnet de correspondance et sa carte de lycéens, qui peuvent être demandés à tout moment, notamment à l'entrée.

L'administration ne chôme pas, normal qu'elle ne puisse pas s'occuper des cours annulés pour manque de salles (en hiver, les cours dehors c'est pas top!). Normal aussi que le proviseur incite les élèves à la délation pendant les réunions de délégués et que le lycée soit en lien avec le commissariat de police...

Un lycée rétrograde? Pas du tout! Il ne faut qu'appliquer en avance les objectifs du rapport Thélot!

Lise, [94] et JB, [Nanterre]

Répression à Paris X Nanterre.

Les années se suivent et se ressemblent à l'université de Nanterre pour les militants de plus en plus souvent victimes de la répression qu'elle soit l'œuvre des vigiles, de la police ou de la justice.

L'an dernier une action syndicale défendant le droit à l'inscription pour tous à l'université avait été sévèrement réprimée par la brigade anticriminalité. Dans la foulée l'université de Nanterre a muré le local de la tendance Toutes et tous ensemble de l'Unef et poursuivi 5 militants en section disciplinaire pour avoir collé 4 affiches appelant au Forum Social Européen. Par ailleurs, le 2 novembre une action visant à la destruction du mur de cloisonnement des bâtiments (construit immédiatement après que les manifestations étudiantes contre le LMD aient défilé à cet endroit) a eu à faire face à une violente charge des vigiles. Suite à cela, un militant a été condamné à 4 mois de prison ferme pour être soupçonné d'avoir participé à cette action.

Cette répression n'est pas le fruit du hasard. L'université de Nanterre a eu tendance à connaître une "dérive milicienne" visant à étouffer toute contestation. Cette tendance n'a fait que s'accroître dans un contexte de réformes universitaires remettant gravement en cause les droits étudiants. La logique est celle de l'anéantissement de toute cohésion entre les étudiants afin d'empêcher tout mouvement contestataire. Cela passe notamment par la multiplication des caméras, des vigiles, la recrudescence des interventions policières, le cloisonnement des bâtiments et des étudiants, un nouveau règlement intérieur interdisant les rassemblements, les interventions syndicales ou politiques en amphithéâtres ou en TDs... À quand les miradors, les barbelés...??

Bonne nouvelle

Le tribunal correctionnel de Paris a estimé que les propos d'Hamé, du groupe La rumeur, sur les policiers « assassins » constituaient « une critique des comportements abusifs, susceptibles d'être reprochés aux forces de police ». Hamé était poursuivi par le ministère de l'Intérieur pour des propos dénigrant des policiers assassins. Il a été relaxé vendredi 17 décembre par le tribunal correctionnel de Paris. « Les rapports du ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété », avait-il écrit dans un fanzine diffusé lors de la sortie d'un album du groupe en avril 2002. Le tribunal a estimé que les critiques formulées contre la police étaient générales et que ces propos relevaient de « la liberté d'expression ». Pour le tribunal, « replacés dans leur contexte, ces propos ne constituent qu'une critique des comportements abusifs, susceptibles d'être reprochés sur les cinquante dernières années aux forces de police à l'occasion d'événements pris dans leur globalité ».

Une école à deux vitesses

Tout comme le LMD le prévoyait pour les universités, la loi d'orientation ouvre la porte d'une école à deux vitesses. Elle instaure un socle de connaissances mini-

Plus de discipline

Mais pour produire une main-d'œuvre docile ce projet prévoit un renforcement de la discipline. Après avoir renforcé les liens entre les établissements et la police,



Examens de janvier: danger!

Au mois de janvier, comme chaque année, après les fêtes c'est la période des partiels. Mais cette année est particulière: avec le passage au LMD, les facs peuvent choisir elles-mêmes leurs modalités de contrôle des connaissances. Il n'y a plus de cadre national ni pour les diplômes; ni pour la façon dont on les obtient, et encore moins pour les passages conditionnels. À Paris 6, si on n'a pas tous les modules du premier semestre, on n'est pas sur d'être inscrit au second semestre. À Paris 10, on a vu apparaître des « notes planchers »

en dessous de 50%.

Bref, tout est fait pour laisser le plus de liberté possible aux jurys d'examens, c'est-à-dire à la tête du client, sans aucun cadre légal pour défendre nos droits.

L'origine des problèmes c'est le LMD.

Mais le vrai problème c'est les lois qui ont permis aux administrations de faire ce qu'elles voulaient pour leur simplifier la vie (disparition du rattrapage, notes éliminatoires...). Le vrai problème ce sont les textes du LMD. Aujourd'hui nous devons nous défendre pour obtenir l'égalité de traitement entre les étudiants. Mais cela ne suffira pas. Une véritable égalité des chances partout en France passe par le retrait du LMD.

Mobilisons-nous pour défendre nos droits!

Nous devons nous réunir, discuter des problèmes posés par l'application du LMD et obtenir leur disparition, en se mobilisant massivement pour l'égalité des

droits pour tous. Mais nous ne devons pas perdre de vue que ce qui cause des problèmes, c'est le LMD et donc nous devons

nous battre pour le retrait du LMD!

Raphaël, [Jussieu]

Mobilisation à Jussieu

À Paris 6, dans le cadre du passage au LMD, la fac a fait passer dans le règlement un article précisant que les étudiants n'ayant pas obtenu 70% de leur premier semestre ne pourraient pas s'inscrire au second semestre. Le rattrapage étant en fin d'année scolaire, cela signifie qu'on s'inscrit pour une année et qu'on est privé d'enseignement de janvier à juin alors qu'on n'a même pas encore passé la seconde session d'examens. Face à cela, plusieurs Assemblées Générales ont été organisées (impulsées notamment par les étudiants en informatique et en biologie) réunissant plus de 200 étudiants. Une manifestation avec environ 200 participants a eu lieu pendant le Conseil d'Administration de la fac pour le retrait de cette règle. Une motion imprécise a été votée, elle ne remet pas en cause la règle des 70% et institue des « dérogations pour tous » (un terme assez particulier) uniquement pour cette année.

Avec cette règle ainsi que celles du LMD, la sélection va se faire à tous les niveaux: entre les années, entre les semestres, avec des jurys, des dossiers, et directement sur les notes.

À Paris 7, les étudiants en psychologie ont appris qu'en juin 2005, ils n'auront plus de locaux pour étudier. Avec les travaux sur la fac pour le désamiantage, les cours de psycho se font actuellement sur un site en dehors de la fac (comme de nombreuses filières) et le bail se finit en juin. La fac de Paris 7 doit déménager sur un nouveau site (la ZAC Tolbiac) en 2007 donc il n'y a pas de relogement sur le site de Jussieu. Pire encore, le relogement de la psycho sur le nouveau site n'étant pas prioritaire (ce sont les maths et la chimie), il n'est prévu que pour 2009 mais il n'est toujours pas prévu de financement pour la construction de locaux pour la psycho. Le programme c'est donc 4 ans sans locaux et pas de prévision d'en construire: ça s'appelle la fermeture!

Une AG réunissant 300 étudiants, personnels, et profs a eu lieu pour préparer la bataille pour des locaux.

Les nouvelles de Jussieu sont claires: sélection, fermeture de filière, etc... C'est la logique du LMD qui est mise en place.

Paquantan, [Jussieu]



Sarkozy, roi de l'UMP

Fin Novembre, a eu lieu le dernier congrès de l'UMP qui a vu le sacrement sans surprise de Nicolas Sarkozy. Tout avait été mis en œuvre pour que ce congrès soit un moment marquant dans la vie politique: médiatisation, publicité... mais surtout des moyens financiers totalement démesurés. En effet, alors que les budgets sociaux sont en baisses constantes, le couronnement de l'ancien résident de Bercy aura coûté la bagatelle de 5 millions d'Euros. En comparaison, l'aide aux sinistrés de Guadeloupe ne s'élevait qu'à 250000 euros, ça fait réfléchir...

Un projet qui fait peur

Mais ce show à l'américaine fut également l'occasion pour Sarkozy de dévoiler à ces fans son grand « projet pour la France ». On pourrait le résumer à ceci: augmenter les profits des entreprises. Pour

cela il faut « mobiliser son armée » libérale, c'est-à-dire réduire les coûts du travail, augmenter la précarité, réduire les services publics, en finir avec ce qu'il appelle « l'état social ». Comme beaucoup de ces amis comme Madelin, ou encore ceux du Medef, il trouve que Raffarin et Chirac ne vont pas assez loin, et qu'il faut pousser encore plus les contre-réformes libérales. Même contre les conséquences désastreuses de ses attaques, il a la solution: la répression, en remplaçant les éducateurs par des policiers, et développer encore plus le communautarisme par le renforcement des institutions religieuses, en passant bien sûr par la remise en cause de la séparation de l'église et de l'état.

Arrêtons l'hémorragie libérale

Par ce congrès, il est évident que la droite se prépare aux prochaines échéances électorales et surtout les présidentielles de 2007. Mais nous ne pouvons attendre ces élections pour faire barrage à Sarkozy et au Medef, afin d'inverser la tendance et arrêter une bonne fois pour toutes la logique des attaques antisociales. Il faut faire comprendre à Sarkozy qu'il peut continuer à faire ses petites fêtes à 5 millions d'Euros, et à nous attaquer on ne se laissera pas faire. Il faut dès maintenant s'organiser pour faire que Sarko ne puisse jamais réaliser ses rêves de destruction du mouvement social.

Laorañs, [Nanterre]



Liquidation à Brest de Bastide Technologie : 92 licenciés

Mangez des pommes, scandait Chirac lors d'une campagne présidentielle. M. Bastide l'a entendu, il a pelé le fruit et laissé les pépins! Les salariés eux, ont la sensation d'avoir été pris pour des poires! En 1993, Thalès essayait 83 ouvriers à Brest comme toujours pour sauver l'emploi. M. Bastide, exploitant des chantiers navals reprend les salariés contre un plan de charge de Thalès sur 4 ans et surtout les machines pour rien. Mais voilà, depuis 3 ans, ce patron qui comme tous les autres ne gagne rien de son entreprise ne paie plus les charges, l'URSAFF en particulier, notons au passage que M. Bastide est connu ici pour abus de biens sociaux. Thalès quant à elle se désengage complètement en refusant un nouveau plan de charge alors que d'autres repreneurs se

proposaient sous cette condition. Il y a un an, la CGT et le CE alertaient les pouvoirs publics sur la situation critique de la société résultant d'une mauvaise gestion: manque d'investissement, de diversification, et d'agents commerciaux. Les pouvoirs publics de leur côté se sont surtout arrangés pour que l'histoire ne fasse pas trop de bruit jusqu'alors, que les salariés se tiennent bien gentiment jusqu'à la fin de l'été, qu'une brise de bonne humeur souffle sur les voiliers de Brest 2004 plutôt que la bourrasque du mécontentement que l'automne nous apporte. Enfin, ces salariés n'ont pas l'intention de se laisser faire et comptent bien que les responsables assument leurs actes et qu'ils passent à la caisse.

Rebecca, [Brest]

Non à la division syndicale!

En répondre aux attaques libérales du gouvernement, plusieurs professions ont lancé des appels à l'action pour le mois de janvier: les chômeurs le 5, les postiers le 18, les cheminots le 19, les enseignants et fonctionnaires le 20. Ces initiatives sont bien entendues positives, mais doivent nous faire poser de nombreuses questions et notamment celle de l'unité syndicale. En effet, alors que ces différents secteurs souhaitent se mobiliser, pourquoi

ne pas avoir prévu une date de mobilisation commune?

L'argument avancé par les syndicats, et notamment la CGT, est que ces différents secteurs ont des revendications distinctes, et que pour une meilleure compréhension de ces mobilisations, il fallait que tous puissent défiler séparément. Cette politique des organisations syndicales ne donne pas la possibilité à l'ensemble des travailleurs de pouvoir se mobiliser suffisamment pour enfin faire plier les Chirac,

Défendons les 35 heures!

Se sentant de plus en plus impopulaire, Raffarin et son gouvernement n'hésitent plus une seule seconde à attaquer les salariés sur tout les fronts, et mettent les bouchées doubles tant qu'ils en ont l'occasion. C'est dans cet esprit que Raffarin nous a annoncé le plan « France 2005 » où figure en tête d'affiche la liquidation des 35 heures.

Un nouveau recul social

Cette attaque sur les 35 heures comporte deux axes principaux: le passage du quota d'heures supplémentaires de 180 à 220 heures et la possibilité de se faire « échanger » ses jours de RTT en jours travaillés et payés (en bref du rachat de RTT...). Pour nous rassurer, Raffarin nous assure quand même que toutes ces modifications se feront par le dialogue entre « les partenaires sociaux », comme il dit si bien, c'est-à-dire entre le Medef et les syndicats de salariés. C'est évident que quand on sait qu'il y a aujourd'hui environ 2,5 millions de chômeurs en France, on a quand même du mal à imaginer que les travailleurs auront la possibilité de discuter de manière posée avec le patronat. En plus quand on gagne moins de 900 euros par mois, il est certain qu'on ne crache pas sur la possibilité de gagner plus, c'est sans

doute ça la démocratie version Medef-Raffarin.

Luttons contre le gouvernement

Bernard Thibault (secrétaire général de la CGT) dénonçant ce qu'il appelle « la mort des 35 heures » disait: « si ce gouvernement, très impopulaire sur sa politique économique et sociale se croit en capacité d'imposer ce type de réforme... c'est aussi qu'il a remarqué que les syndicats avaient un peu les pieds dans le ciment ». Merci M. Thibault, on avait remarqué ça, mais n'empêche que si on veut faire reculer le gouvernement et le patronat, il va bien falloir lutter, il va bien falloir que les organisations syndicales s'unissent pour faire un front commun pour la défense de nos acquis sociaux, pour l'amélioration de nos conditions de travail et pour la hausse de nos salaires.

C'est l'organisation de cette lutte collective qu'il faut préparer, car c'est elle qui pourra faire reculer ce gouvernement de plus en plus rejeté par l'opinion. Ce n'est que tous et toutes ensemble que nous pourrons gagner!

Laorañs, [Nanterre]



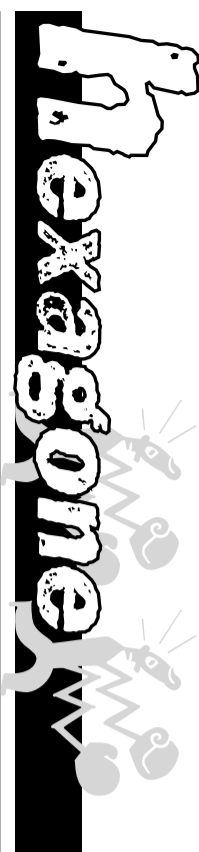
Plan Borloo : contrôle renforcé sur les chômeurs!

Comme si le PARE (plan de retour à l'emploi de Martine Aubry) ne suffisait pas à contrôler les chômeurs, le ministre de l'emploi et de la solidarité, à défaut de créer des emplois ou de combattre les licenciements, propose de renforcer les contrôles sur la recherche d'emploi. Car les responsables du chômage, ce n'est pas les entreprises, ce sont les chômeurs! La loi dite de « cohésion sociale » propose

en effet de diminuer voire de supprimer les indemnités des chômeurs si ceux-ci refusent un emploi ou une formation compatible avec le marché du travail local. Mais ce n'est pas tout. Depuis le 1er janvier 2005, le gouvernement a mis fin au monopole de placement de l'ANPE (avant, tous les employeurs étaient censés être obligés de passer par l'ANPE pour déposer des offres d'emploi), ce qui correspond à la mise en concurrence du service public de l'emploi (ANPE) avec des opérateurs privés (comme INGEUS, MAATWERK...). Certains cabinets privés touchent 6000 euros par demandeurs d'emploi (payés par l'ASSEDIC), même s'ils ne leur trouvent pas de boulot. Évidemment, ces sociétés choisiront avant tout des demandeurs d'emploi « employables » rapidement (avec diplômes et expériences). Pour les autres, il restera l'ANPE, sans budget, avec aucune formation à proposer et pas d'emploi. En résumé, il ne reste plus qu'aux travailleurs et travailleurs privés d'emploi de se mobiliser contre cette loi.

Breizhou, [Nanterre]

Francine, [LCR 92 Nord]



Thomson : Bienvenue au paradis des actionnaires

Nextream (électronique), filiale du groupe Thomson, veut supprimer 86 emplois de son site de production de Brest. Il s'agit pour elle de « recentrer » ses activités sur Rennes et d'en « externaliser » la moitié (probablement chez les Américains de Benchmark dans un atelier en Thaïlande...). On supprime des emplois, on « reclassse » en envoyant les travailleurs à 300 km de chez eux après les avoir fait venir à Brest s'installer avec leurs familles. Et dans le même temps, Thomson augmente de 16 % les dividendes qu'il reverse à ses actionnaires (février 2004).

C'est toujours la même logique qui agit: on délocalise dans des pays où les travailleurs sont bon marché pour mieux les exploiter, on « externalise » permettant ainsi une plus forte pression sociale sur les travailleurs dans les petites entreprises. Et tout ça dans l'objectif de réduire les « coûts » (les salaires de travailleurs demandant à être payés) et permettre aux actionnaires de s'enrichir toujours plus. Mais qui produit la richesse? Qui fabrique les produits? Les travailleurs et certainement pas les actionnaires. C'est pour cela qu'il nous faut lutter à leurs côtés car c'est nous tous que l'on traite comme des chiens.

José, [Brest]

Islamophobie

Guarda Bouatti, une femme voilée, a été agressée par deux hommes sur le parking d'un supermarché de Mulhouse le 15 décembre. « Vous avez vu les problèmes que vous faites en France avec votre truc de merde sur la tête? », a dit l'un d'eux.

Certains doutent encore du fait que l'islamophobie se développe en France. Le climat créé par l'adoption de la loi sur le voile avait déjà donné lieu à de nombreuses agressions physiques et verbales. Les exclusions de la rentrée 2004 n'ont rien arrangé.

Les débats autour de l'entrée de la Turquie en Europe sont également révélateurs, avec la mise en avant systématique du caractère « non-européen » des Turcs du fait qu'ils sont musulmans. Le (non-) traitement médiatique et politique de cette agression islamophobe révèle une fois de plus qu'il y a deux poids et deux mesures: souvenons-nous de la fausse agression antisémite du RER D en juillet dernier...

D'où vient l'État d'Israël ?

Une idéologie de classe, raciste et colonialiste

Du rapport Ruffin, commandé par le Ministère de l'Intérieur, aux campagnes menées par l'Union des Étudiants Juifs de France (UEJF) ou par le Conseil Représentatif des Institutions juives de France (CRIF), on nous martèle que toute critique du sionisme serait source d'antisémitisme. On aurait le droit de critiquer la politique menée par le gouvernement israélien, mais par contre toute attaque contre le sionisme comme idéologie concrétisée par la constitution de l'État d'Israël serait interdite. Pour combattre ce discours, il est nécessaire de revenir sur ce qu'est le sionisme et les conditions dans lesquelles l'État d'Israël est né.

Naissance d'une idéologie

On a coutume de dire que le sionisme s'est constitué en réaction à l'antisémitisme qui se répandait en Europe à la fin du XIXe siècle. Le problème est en réalité plus complexe. Ce sont en fait les mêmes bouleversements socio-économiques qui ont engendré une montée de l'antisémitisme et la construction de l'idéologie et du projet sionistes. Il y a eu dans l'Histoire d'autres vagues d'antisémitisme qui n'ont pas engendré de tels projets.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le système capitaliste entre dans une nouvelle phase. La seconde révolution industrielle et le développement des échanges internationaux bouleversent le système économique. Les pays les plus développés, qui avaient connu la première révolution industrielle, comme la France et la Grande-Bretagne, vont passer ce stade sans trop de heurts. En revanche, les pays d'Europe centrale et orientale, arriérés économiquement, vont connaître des bouleversements sans précédent.

Dans ces pays, les Juifs, notamment en raison de restrictions légales qui leur interdisent d'exercer un grand nombre de métiers, occupent des places de banquiers, de petits artisans ou commerçants. Ils ont ainsi leur place dans un système de production économique qui est beaucoup plus proche du système féodal que du capitalisme moderne. Le passage brutal au capitalisme mondialisé, avec ses grandes entreprises, ses monopoles, va éjecter du système de production des centaines de milliers de Juifs.

Ces bouleversements ne s'accompagnent pas, en Europe centrale et orientale, d'une industrialisation massive. « Une petite partie des juifs seulement devint capitaliste ou prolétaire; une partie plus importante émigra, contrecarrant ainsi la tendance à l'assimilation complète qui régnait dans les pays occidentaux. La grande majorité resta dans un état misérable de petits commerçants, écrasés entre le féodalisme et le capitalisme » (E. Mandel, *Projet de thèses sur la question juive*).

C'est dans ces conditions que l'idéologie sioniste se développe. Le sionisme est l'idéologie d'une petite bourgeoisie (artisans, commerçants...) qui se retrouve éjectée du système capitaliste mondialisé. C'est une réaction à l'antisémitisme en ce sens que la bourgeoisie utilise la haine contre les Juifs pour diviser le prolétariat qui voit arriver sur le « marché du travail » des centaines de milliers de nouveaux qui représentent une concurrence potentielle.

Le sionisme est donc l'idéologie d'une classe: la petite bourgeoisie déclassée qui voit dans l'idée d'un État juif la possibilité de retrouver sa place dans le système capitaliste mondialisé en se constituant en bourgeoisie nationale. Le sionisme se fixe en effet pour objectif de créer un État juif, dirigé par des Juifs, avec la constitution d'une bourgeoisie nationale juive. Dans ces mêmes pays, les ouvriers juifs sont en effet nettement plus sensibles aux idéaux socialistes.

Herzl, un journaliste, connu comme le « père fondateur » du sionisme, va théoriser l'existence d'un antisémitisme éternel et l'impossibilité de la coexistence des Juifs et des non-Juifs. Il écrit en 1886 l'État des Juifs dans lequel il présente son projet: constituer sur une terre inhabitée un État qui sera un lieu de refuge pour le peuple juif persécuté. La Palestine est évoquée mais parmi d'autres pays, comme l'Ouganda ou l'Argentine. Dès le début le sionisme n'est pas une idéologie religieuse.

Les débats sont vifs au sein du mouvement sioniste pour la « destination ». Progressivement les partisans de l'immigration en Palestine, qui ont compris l'aspect symbolique de cette terre, vont devenir majoritaires. Mais ils ne reçoivent pas le soutien des religieux, bien au contraire, puisque ceux-ci défendent que c'est Dieu qui un jour signifiera aux Juifs que l'exil est terminé et qu'il est temps qu'ils regagnent la terre sainte. Au début du XXe siècle, les Sionistes sont très minoritaires auprès de la population juive.

Le sionisme est une idéologie raciste. Elle s'appuie sur la thématique du « peuple élu » qui ne peut se mélanger aux autres. C'est ainsi que Jabotinsky, un des dirigeants du mouvement sioniste (fondateur du courant révisionniste duquel le Likoud d'Ariel Sharon est issu), déclare: « Nous ne devons jamais autoriser des choses telles que les mariages mixtes, parce que la conservation de l'intégrité nationale est seulement possible à travers la pureté raciale et c'est pourquoi nous devons avoir ce territoire dans lequel notre peuple constituera les habitants racialement purs » (Cité par Lenni Brenner, *Le sionisme à l'âge des dictatures*).

Le sionisme est une idéologie coloniale puisque le choix de la Palestine se fait sous le prétexte que cette terre serait « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». À cette nuance près qu'au début du XXe siècle ce sont près d'un million d'Arabes qui habitent en Palestine. Mais cela ne retient pas Herzl qui affirme que « [L'État juif] sera un bastion avancé de la civilisation de l'ouest contre la sauvagerie de l'est ».

Sionisme et impérialisme

Les sionistes vont en appeler à l'impérialisme, notamment aux Britanniques lorsqu'il s'avère que ce sont eux qui vont contrôler la Palestine avec la défaite de l'Empire ottoman lors de la première guerre mondiale. C'est en 1917 que les Britanniques se prononceront en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. C'est la déclaration Balfour, du nom du Ministre des affaires étrangères, qui y voit un moyen de contrecarrer l'influence française et d'avoir un allié solide dans la région en cas de révolte arabe.

Les Britanniques favorisent l'immigration juive même s'ils ménagent les grands propriétaires arabes qui sont des alliés dans la région. Mais la colonisation juive se développe progressivement. Les Juifs rachètent des terres avec la bénédiction des Anglais. En 1936, une grève éclate chez les dockers arabes de Palestine pour protester contre l'immigration juive, la grève se répand dans le pays et on se retrouve dans une situation de grève générale pendant plusieurs mois.

Les Sionistes vont faire la démonstration de leur allégeance à l'impérialisme. Les milices armées juives attaquent les piquets de grève tandis que la Histadrout, centrale syndicale unique des travailleurs juifs, fait tout pour briser la grève en fournissant de la main-d'œuvre. Ils font la démonstration sur le terrain qu'ils sont au service des impérialistes. Au moment du déclenchement de la seconde guerre mondiale, les Britanniques ont fait leur choix.

L'implacable rationalité du projet sioniste

L'attitude des organisations sionistes vis-à-vis des Juifs réfugiés d'Allemagne après l'arrivée de Hitler au pouvoir permet de saisir à quel point le projet sioniste n'avait pas vocation à sauver les Juifs de la montée de l'antisémitisme.

La logique sioniste voulait que les Juifs aient besoin de leur propre pays car ils seraient partout et toujours confrontés à la discrimination et à la persécution. Le rêve sioniste concevait un « homme nouveau » dans une société nouvelle. Ceux qui y venaient parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix n'étaient pas en harmonie avec cette conception. D'où l'attitude méprisante et condescendante des « vrais » sionistes à l'égard des réfugiés allemands qui arrivent dans les années trente. Ils les appelaient les « sionistes de Hitler ».

L'ensemble des organisations sionistes priorisent l'accueil de Juifs susceptibles de créer une société nouvelle, c'est-à-dire des jeunes sionistes prêts à fonder une famille et à travailler la terre. C'est ainsi que l'Association des immigrants allemands écrit en 1934: « Le matériel humain arrivant d'Allemagne est de pire en pire (...). Ils n'ont ni le désir ni la capacité de travailler ».

Ben Gourion, futur Premier ministre de l'État d'Israël, déclare en 1938: « Si on me disait qu'il serait possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les amenant en Grande-Bretagne, mais seulement la moitié d'entre eux en les conduisant en Israël, j'opterais pour la seconde solution. Car nous ne devons pas seulement considérer l'importance de la vie de ces enfants mais également l'histoire du peuple d'Israël ».

La seule préoccupation des dirigeants sionistes n'est pas de sauver les Juifs persécutés mais de construire l'État juif. En septembre 1944, Ben Gourion écrit: « Nous sommes à deux doigts de la fin de la guerre et la majeure partie des Juifs a été exterminée. Nous nous demandons tous où nous pourrions trouver des Juifs pour la Palestine ». D. Shaltiel, futur général et ambassadeur d'Israël, déclare en 1945, à propos des survivants des camps de concentration: « Je pense que ceux qui sont restés en vie ont pu le faire parce qu'ils étaient égoïstes et pensaient avant tout à eux-mêmes (...). Le fait qu'une personne

ait été internée n'est pas une raison suffisante pour le faire venir en Palestine ».

1947-1948: La partition et la Nakba

Le génocide fait basculer l'opinion mondiale et convainc de nombreux Juifs qu'ils ne seront en sécurité qu'en Palestine. De 1880 à 1927, 4 millions de Juifs avaient quitté l'Europe Centrale. Seulement 120000 étaient allés en Palestine, contre 3 millions aux États-Unis. Le processus s'est accéléré dans les années trente avec la montée du nazisme et le nombre de colons est passé de 150000 à plus de 600000 après la guerre.

Après la seconde guerre mondiale, les grandes puissances vont soutenir la création d'un État juif en Palestine pour deux raisons: se dédouaner du laisser-faire vis-à-vis de Hitler et du génocide, et s'assurer la présence d'un allié dans une région en ébullition après la seconde guerre mondiale. Les luttes anti-coloniales sont en effet en train de se développer. En 1947, l'ONU propose la création d'un État juif sur un peu plus de 50 % de la Palestine, l'autre partie étant réservée pour un État arabe.

Les deux grandes tendances du mouvement sioniste, les travaillistes de Ben Gourion et les révisionnistes issus de Jabotinsky, vont s'opposer au sujet de la partition. Les premiers y sont favorables, les seconds y sont opposés, car ils affirment que l'État juif doit avoir pour frontière toute la Palestine, quitte à assumer un véritable Apartheid vis-à-vis des Palestiniens, majoritaires dans le pays. Ben Gourion va l'emporter, mais sans jamais cacher le fait que s'il accepte la partition, ce n'est qu'à titre provisoire.

Entre 47 (l'annonce de la partition) et mai 1948 (la déclaration d'indépendance d'Israël), une course s'engage pour les sionistes menés par Ben Gourion et ses généraux: il s'agit de faire partir un maximum de Palestiniens afin de déclarer l'État d'Israël sur le plus de terrain possible tout en préservant les apparences de la démocratie (une majorité juive). La plupart des 800 000 Palestiniens qui ont quitté leurs terres à cette période l'ont fait avant la déclaration d'indépendance.

L'État d'Israël est proclamé en mai 1948. Il est né de la négation de l'existence du peuple palestinien, théorisée et assumée par l'ensemble du mouvement sioniste. C'est la Nakba, l'événement fondateur qui permet de comprendre la question palestinienne. Toute la suite n'est en effet que le développement du projet de Ben Gourion et des dirigeants sionistes: « placer l'ensemble de la Palestine, y compris ses citoyens arabes, sous le pouvoir juif ».

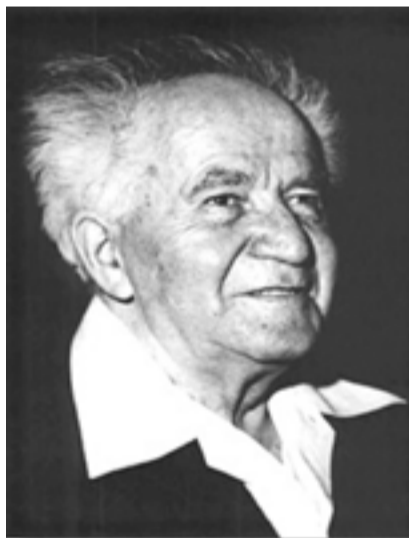
Le sionisme est la réponse réactionnaire d'une classe sociale qui ne trouvait pas sa place dans le système capitaliste. Le sionisme a une tâche historique: servir de base avancée à l'impérialisme dans une région du monde où les enjeux sont énormes. En 1948, en reconnaissant l'État d'Israël, les grandes puissances ont signifié au mouvement sioniste que son heure était venue.

Julien, [Tolbiac]

NB: L'ensemble des citations, sauf mention, sont extraites de l'ouvrage *Le Septième million*, de Tom Segev, historien israélien. (Ed. Liana Levi).



Théodore Herzl



David Ben Gourion



Ariel Sharon

La bataille d'Alger: un film mythique

Tourné en 1964, deux ans à peine après l'indépendance de l'Algérie, le film de Gillo Pontecorvo la Bataille d'Alger est un film mythique au somptueux noir et blanc, à la force quasi-documentaire, car c'est bien un film de fiction qui n'intègre aucune image d'archives.



Il relate le conflit qui déchira Alger, entre FLN et parachutistes de 1954 à 1960.

C'est néanmoins un témoignage historique de poids qui s'ouvre sur une scène terrifiante de torture, montrant les méthodes hideuses de l'armée française. Le film fait sans la moindre ambiguïté, étalage des méthodes perpétrées par les parachutistes. Il ne cache pas non plus les actes contre les soldats et les attentats contre les colons français. Le film est honnête et impartial. On y suit le parcours d'Ali « La pointe » un militant du FLN. L'histoire s'inspire de celle de Saadi Yacef, ancien chef du politique FLN à Alger, qui y tient aussi un rôle. Le seul interprète de métier est Jean Martin, qui incarne le colonel des paras français, Mathieu.

Rappelons qu'au sujet des tortures, le général Aussaresses revendique et assume leur usage dans un livre publié en mai 2001 : « C'est efficace, la torture, la majorité des gens craquent et parlent. Ensuite la plupart du temps on les achevait »...

Pour ce qui est des attentats, un des chefs politique du FLN, Ben M'hidi dans le film dit « donnez vos bombardiers monsieur et on vous donnera nos couffins », ceci en réponse à la question d'un journaliste qui lui demande : « Ne trouvez-vous pas plutôt lâche d'utiliser les sacs et les couffins de vos femmes pour transporter vos bombes ? ! »

Le film se finit par les scènes de manifestations de 1960 sur fond de YouYou des femmes arabes « Ces cris incompréhensibles et effrayants ». À l'appel d'un policier qui demande à la foule de rentrer chez elle, en guise de réponse des voix s'élèvent : « Vive l'Algérie ! L'indépendance ! La liberté ! »

Sorti en 1966 le film est censuré en France. Il n'obtient finalement l'autorisation qu'en 1971, mais est rapidement retiré des écrans suite à des pressions et menaces.

La renaissance du film à lieu en 2003, le 27 août: le Pentagone américain convie des officiers et des civils à une projection privée!! Confronté à la guerre en Irak, le Pentagone souhaite alors provoquer une discussion informée sur les défis auxquels les Français ont dû faire face en Algérie. Une manière pour les États-Unis de débattre des méthodes de l'armée française contre la guérilla urbaine du FLN!

Le film est sélectionné au dernier festival de Cannes. Il est diffusé pour la première fois à la télévision en novembre dernier sur Arte. Alors que l'Algérie a fêté les ans du 1er novembre 1954, qui commémore la proclamation du FLN qui fixa les objectifs de la lutte armée pour l'indépendance, il est plus que jamais d'actualité de voir ce film!

Hanane, [St Denis]

Film disponible en DVD.



« Vivre la Rue »

L'association "Vivre la Rue" est née d'un coup de foudre de Mireille Cann, présidente fondatrice qui a pour objectif la défense de la rue de St Malo en redonnant au site son identité, une vie et un lieu pour les artistes et les créateurs.

Mireille s'est installée ici en rempart au projet de démolition de la rue par la ville, ce qui lui a demandé courage et énergie ainsi qu'aux bénévoles qu'elle a su convaincre pour la remise en état de propreté et d'intérêt.

À savoir, cette rue est l'unique vestige de Brest d'avant les bombardements qui eurent lieu pendant la seconde Guerre Mondiale, comprenant l'escalier de la Madeleine, passage obligé des ouvriers de l'Arsenal de la rue pour se rendre à leur travail et la cour de la Madeleine: ancien refuge royal installé par des religieuses à partir de 1736 comme dispensaire, maison de retraite, de correction et d'éducation, les

femmes de "mauvaise vie" y étaient enfermées. Le 10 février 1782 les bâtiments sont détruits par un incendie provoqué par une pénitente nommée "La belle Tamisier", fille du tambour de la ville. Ils ne seront jamais reconstruits. Au cours du XIXe siècle, les matelots fréquentent la rue pour y trouver alcool et filles à bas prix. Au début du XXe, les maisons sont vétustes et insalubres. Puis survient la guerre, bombardant la cité du Ponant et épargnant les 100 derniers mètres. les habitants en sont expulsés peu à peu à partir de 1960, laissant la rue à l'abandon, formant à partir de 1970, un repère Néonazis.

Depuis sa remise en état, animée par des fêtes populaires et investie par les artistes, la rue revit et de plus en plus de personnes la découvrent à présent reconnue "patrimoine de la ville".

Cependant, Mireille, seule habitante aujourd'hui de la rue se pose la question du projet de la ville et de son conseil municipal. En effet, il lui est proposé d'être

relogée pendant les travaux, mais de quels travaux s'agit-il, dans quel but? Mireille refuse un relogement, préfère les supporter et exige de droit, d'être consultée et informée du projet puisqu'elle est la principale concernée. Mais surtout, l'association a elle-même un projet de réhabilitation en bio construction en chantier école pour des maisons saines et durables. Pour cela, il leur est nécessaire que la ville leur cède la rue en bail amphithéotique. Ce qui permettrait à l'association de continuer à travailler sereinement dans le but d'une ouverture au public de la rue et des ateliers d'artistes et enfin d'assurer des rendez-vous hebdomadaires en accueillant des associations en assurant la logistique. ET QUE LA RUE VIVE!

Si l'association "Vivre la Rue" vous intéresse: vivrelarue.infini.fr.

Rebecca, [Brest]

La photo du mois



« Je ne vois toujours pas la lumière au bout du tunnel... ».

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**,

pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente. . .

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro.....)
10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander:

- brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
- carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
- brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
- brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total: euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom..... Prénom.....
Adresse
Code postal..... Ville.....
Téléphone..... e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.
mail: jcr@jcr-red.org — web: www.jcr-red.org

Du 9 au 12 février

Mobilisation contre le sommet de l'OTAN à Nice

À quoi sert l'OTAN ?

Le Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949, instituait une alliance de 10 pays européens et 2 pays nord-américains indépendants, ayant pour objectif de se défendre mutuellement. L'organisation compte actuellement 26 membres (l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Turquie...). Ce Traité prévoit que « les pays membres s'engagent à maintenir et à accroître - individuellement et collectivement - leurs capacités de défense, en tant que bases de planification de la défense collective »... ce qui signifie clairement que cette organisation n'a qu'un seul objectif, celui de promouvoir et de banaliser l'action militaire au profit des États-Unis et de leurs alliés. On se souvient par exemple, qu'il y a 5 ans, l'OTAN déclenchait une campagne de bombardements contre la Yougoslavie, à l'issue de laquelle la province du Kosovo passait sous protectorat onusien. Le bilan de l'opération est



plus que douteux: situation économique catastrophique, épuration ethnique antiserbe et affrontements interbanais... Aujourd'hui Georges Bush et ses alliés Blair, Berlusconi and co cherchent une porte de sortie devant la pression de la résistance irakienne de plus en plus forte. Pour cela, ils espèrent que l'OTAN interviendra en Irak en envoyant de nouvelles troupes afin de pouvoir conserver les fruits de l'occupation (marchés pétroliers, reconstruction du pays.), tout en nous faisant croire que l'OTAN agira dans l'intérêt du peuple Irakien, en toute neutralité

Poursuivons la résistance !

Les gouvernements des grandes puissances essaient de nous faire croire qu'elles envoient des troupes dans d'autres pays pour sauvegarder la paix et la démocratie. Mais en réalité, partout où il y a des troupes d'occupations, on trouve le chaos et les pires violations des droits des peuples. La réélection de Bush a redonné confiance à la coalition occupante en Irak. Une offensive de grande ampleur a eu lieu à Fallouja, un des bastions de la résistance irakienne, d'où les troupes avaient été chassées par les habitants. Ce sont 12000 soldats qui ont mis la ville à feu et à sang: ils n'ont pas hésité par exemple, tuer des milliers de civils tout en détruisant des infrastructures vitales pour la population (hôpitaux, écoles...). En Palestine, l'agonie de d'Arafat a été l'occasion pour de nombreux dirigeants israéliens de le présenter comme "le principal obstacle à la paix". Comme si ce n'était pas l'occupation israélienne qui était responsable de la situation dramatique en Palestine.

Le 20 janvier prochain George W. Bush sera réinvesti et suivront des pseudos élections en Irak... En effet, nous savons très bien que la coalition tentera de manipuler les opinions publiques mondiales de la même façon qu'en Afghanistan où le président élu, Hamid Karzai est la botte de Bush. Est-ce que l'on peut parler de démocratie quand les élections sont organisées par une des puissances impérialistes, sans le soutien de la majorité de la population, dans une situation de chaos généralisée et avec des candidats triés sur le volet par l'administration américaine... Tant que l'Irak restera occupée, il sera impossible de parler de démocratie, car la coalition Bush and co aura toujours le dernier mot depuis qu'elle s'est emparée des richesses pétrolières et économiques du peuple irakien. Les occupations militaires, le pillage économique, le soutien aux gouvernements dictatoriaux ne font qu'empirer les choses. L'arrêt de toutes les occupations militaires est nécessaire pour que les peuples puissent contrôler leur destin !

Le mouvement anti-guerre n'a pas l'intention de laisser faire! Aux États Unis de grosses manifes-



tations sont prévues pour l'investiture de Georges W. Bush. Ici en Europe, le mouvement de contestation s'est donné rendez-vous à Nice, pour ce sommet de l'OTAN, à l'appel de l'assemblée des mouvements sociaux du dernier Forum social européen de Londres.

Nous avons une responsabilité particulière, en France, pays hôte, à faire entendre notre voix et à tout faire pour que le sommet de l'OTAN ne se passe pas comme les dirigeants le souhaiteraient: tranquillement, loin de tous les regards. L'enjeu de ce sommet des ministres de la Défense des pays de l'OTAN est de trouver une solution pour sortir de la crise en Irak. Les États-Unis souhaitent notamment davantage impliquer l'OTAN pour ne pas être les seuls responsables du carnage irakien.

Tous ensemble, allons à Nice pour montrer notre volonté de nous battre pour le retrait de toutes les troupes d'occupation.

Chirac, Bush, Alliot-Marie, Rumsfeld and co. Nous n'abandonnerons pas la lutte!

Comment y aller ?

Des cars vont être organisés, au départ (au moins) de Paris et de plusieurs villes du Sud. Des collectifs de mobilisation se constituent sur différentes villes.

Pour tout renseignement, contactez les collectifs Agir Contre la Guerre (ACG), au

01 42 62 24 45

06 16 42 27 87

Retrait de toutes les troupes d'occupation !